

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Biélorussie : opposition libérale et mobilisation ouvrière

- 
- **Législatives partielles**
 - **Liban : après l'explosion de Beyrouth**
 - **Le complexe médico-industriel américain**
 - **L'explosion du chômage**
 - **Le télétravail**
 - **L'Arctique**



**Biélorussie:
opposition libérale
et mobilisation ouvrière**

- Législatives partielles
- Liban : après l'explosion de Beyrouth
- Le complexe médico-industriel américain
- L'explosion du chômage
- Le télétravail
- L'Arctique

Biélorussie : ouvriers en grève devant la raffinerie de Mory, le 27 août 2020.

Au sommaire de ce numéro

Lutte ouvrière dans les élections législatives partielles	1
Biélorussie: l'autocrate, l'opposition libérale et la classe ouvrière	4
Liban: l'explosion du port de Beyrouth... et celle du pays	10
États-Unis: le complexe médico-industriel face à la pandémie	18
Le chômage, armée de réserve permanente du capital	26
Le télétravail, c'est toujours l'exploitation	33
L'Arctique, enjeu de rivalités entre grandes puissances	38

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Lutte ouvrière dans les élections législatives partielles

Après les élections municipales du printemps, et en raison des limitations au cumul des mandats, des élections législatives auront lieu dans six circonscriptions les 20 et 27 septembre prochains. Lutte ouvrière sera présente dans cinq d'entre elles :

9^e CIRCONSCRIPTION DU VAL-DE-MARNE :

- **Sandrine Ruchot**, technicienne de laboratoire
- **Franck Gilleron** (suppléant), cheminot

11^e CIRCONSCRIPTION DES YVELINES :

- **Patrick Planque**, ouvrier de maintenance ferroviaire
- **Christine Égasse** (suppléante), employée en caisse de retraite

5^e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME :

- **Valérie Foissey**, aide-soignante au CHU de Rouen
- **Frédéric Podguszer** (suppléant), mécanicien dans l'industrie automobile

1^{re} CIRCONSCRIPTION DU HAUT-RHIN :

- **Gilles Schaffar**, enseignant en lycée professionnel
- **Huseyin Karaduman** (suppléant), moniteur d'atelier

3^e CIRCONSCRIPTION DU MAINE-ET-LOIRE :

- **Patricia Peillon**, postière
- **Bernard Mougey** (suppléant), retraité de la métallurgie

Celles et ceux qui voteront Lutte ouvrière affirmeront leur opposition radicale au capitalisme et aux partis qui le servent. Dans ces élections partielles, ce geste permettra d'affirmer la présence du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier. Nous publions ci-après la profession de foi que nous diffusons à cette occasion.



FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

**Sandrine
RUCHOT**
Technicienne
de laboratoire



Tous les travailleurs, qu'ils soient encore en activité ou déjà au chômage, attendent avec angoisse ce que la classe dirigeante réserve aux exploités pour les mois à venir.

Le chômage explose. Même ceux qui conservent leur salaire ont du mal à faire face à l'augmentation des loyers, à la hausse des prix des produits de première nécessité. 1 800 ou 2 000 euros par salarié sont le minimum pour permettre à une famille ouvrière de vivre dignement. L'écrasante majorité des travailleurs ne les gagne pas !

Les jeunes du monde du travail n'ont même plus l'espoir de trouver un emploi. L'avenir bouché engendre la misère morale, du chacun-pour-soi agressif aux violences stériles, des arnaques individuelles aux trafics organisés, qui pourrissent la vie des quartiers populaires.

Pour la grande bourgeoisie, la crise n'est pas seulement un motif d'inquiétude dans la guerre commerciale que se mènent les entreprises. Elle est aussi une source d'opportunités, de rachats de concurrents, de restructuration et de nouveaux profits.

Un programme de combat pour les travailleurs

Contre la montée du chômage de masse, le seul objectif qui vaille, pour les travailleurs comme pour les chômeurs, c'est la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faut travailler moins pour travailler tous, avec un salaire qui permette de vivre décemment !

Les travailleuses et les travailleurs ne demandent pas la charité. Ils exigent un travail honnête pour tous, avec un salaire qui permette de vivre dignement. Ils y ont un droit moral, car ce sont eux qui font fonctionner la société, du personnel hospitalier et des auxiliaires de vie aux éboueurs, des caissières aux ouvriers des usines, aux conducteurs de bus ou aux chauffeurs routiers en passant par les cheminots.

Le pouvoir d'achat des salariés doit être protégé contre les

Suppléant



**Franck
GILLERON**
Cheminot

Les capitalistes peuvent compter sur le soutien total et sur les milliards déversés par l'État.

L'avenir ne se présente pas du tout de la même façon, selon que l'on s'appelle Peugeot, Mulliez, Drahi ou Arnault, ou que l'on est salarié, à la merci d'un patron et d'un plan de licenciement. Alors que les capitalistes profitent des licenciements pour accroître l'exploitation et leurs profits, les travailleurs perdent ce qui les fait vivre. La grande bourgeoisie augmente sa fortune en enfonçant les travailleurs dans la pauvreté.

Dans la compétition exacerbée par la crise économique, le grand patronat et ses porte-parole politiques, Macron et Castex, se battent bec et ongles pour préserver les profits des grandes entreprises et les dividendes de leurs principaux actionnaires.

Pour ne pas être ramenés des décennies en arrière, les travailleurs n'ont d'autres choix que de se battre pour se défendre, et de peser sur la vie politique et sociale dans l'intérêt des classes populaires.

hausse de prix par l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur indexation sur les prix. C'est le seul moyen d'éviter que les salariés soient transformés en miséreux, réduits à dépendre de la charité publique et privée.

L'argent existe pour créer les emplois nécessaires, en répartissant le travail entre tous. Mais il est monopolisé par la grande bourgeoisie qui vit en parasite sur le travail de ceux qui produisent.

Il n'y a pas d'autre avenir digne pour l'humanité que d'arracher des mains des parasites le contrôle des richesses et des moyens de les produire. Les fortunes des plus riches, accumulées grâce au travail des exploités, doivent servir de garanties pour la survie de ceux qui produisent.

L'incurie de l'État face à la pandémie

Même l'épidémie de Covid-19, que le gouvernement gère si mal, creuse encore le fossé entre une petite minorité de riches et une partie croissante de la population poussée vers la pauvreté.

Les gouvernements successifs ont supprimé des dizaines de milliers de lits et d'emplois dans les hôpitaux. Ils ont fait des économies sur les équipements indispensables, des respirateurs aux stocks de masques. Aujourd'hui, en pleine crise sanitaire, Macron et Castex négocient sur les salaires du personnel hos-

pitalier. En même temps, des milliards sont donnés ou prêtés à fonds perdus à la grande bourgeoisie, sous prétexte d'aider les entreprises qu'elle possède.

Les dégâts de la pandémie l'ont démontré : pour gérer la santé, c'est aux hospitaliers de décider, pas aux financiers !

Pour soigner l'économie malade de la crise, c'est à celles et ceux qui en assurent le fonctionnement de décider, pas aux détenteurs de capitaux !

« Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes » (L'Internationale)

La dégradation de la condition ouvrière se répercute sur toutes les classes populaires. Nombre de petits commerçants, de petits producteurs ne peuvent survivre que grâce à la consommation ouvrière. Les grandes banques et les compa-

gnies d'assurances sont sans pitié. Les unes comme les autres, avec la complicité du gouvernement, savonnent la planche qui précipite les petits producteurs et les petits commerçants vers la ruine.

Rejeter les partis de la bourgeoisie

Pour se faire élire, les partis qui se relaient au pouvoir tiennent des discours différents en fonction de leurs électeurs respectifs. Mais ils ont en commun de considérer comme normale l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire la dictature du grand capital sur l'économie.

C'est à la domination de l'ensemble de la bourgeoisie, son système capitaliste, sa course criminelle au profit, qu'il faut s'attaquer. La seule issue à la crise qui soit favorable aux travailleurs comme à

l'ensemble des classes populaires est de prendre l'argent dans les caisses de la grande bourgeoisie, dans les fortunes accumulées par les grands actionnaires depuis des décennies.

L'alternative demeure : leurs profits ou nos emplois, leurs dividendes ou nos salaires, leurs richesses ou nos vies !

Et, bien au-delà des crises actuelles, sanitaire, climatique et économique, la seule issue pour l'humanité, c'est renverser le pouvoir de la bourgeoisie et mettre fin au capitalisme !

Menaces de guerre

Les mêmes raisons qui intensifient ici les attaques de la grande bourgeoisie contre les classes populaires aggravent les tensions internationales. Les interventions militaires sont la poursuite des rivalités entre puissances impérialistes par d'autres moyens. Il en résulte des dépenses militaires qui ont un coût écrasant pour toute la société.

Les interventions en Afrique, comme l'agitation diplomatique au Liban et en Libye, n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples d'ici et de là-bas. Leur seule raison est d'affirmer la prépondérance de notre bourgeoisie dans ces régions et le droit au pillage des peuples qu'elle s'arroge.

**Pour faire entendre le camp des travailleurs,
pour affirmer son opposition radicale
au capitalisme et aux partis qui le servent,
votez et faites voter pour Sandrine RUCHOT,
candidate de Lutte ouvrière.**



**Travailleuses, travailleurs,
Dans cette élection partielle,
le seul geste utile, c'est d'affirmer la
présence du courant révolutionnaire
du mouvement ouvrier.**

**Nathalie Arthaud
Arlette Laguiller**

Lutte ouvrière – BP 20029 - 93501 Pantin Cedex – contact@lutte-ouvriere.org



Biélorussie: l'autocrate, l'opposition libérale et la classe ouvrière

La réélection d'Alexandre Loukachenko à la tête de la Biélorussie, pour un sixième mandat consécutif depuis vingt-six ans et avec pratiquement le même score annoncé de 80 % des voix que lors des scrutins de 2001, 2006, 2010 et 2015, a provoqué une vague d'indignation, puis de contestation, de manifestations et de grèves comme le pays n'en avait jamais connu. Pas même en 2010, quand 40 000 manifestants, ce qui était déjà beaucoup dans ce pays d'à peine dix millions d'habitants, avaient dénoncé les falsifications électorales de la présidentielle dans les rues de Minsk, la capitale.

UNE EXPLOSION DE COLÈRE

Ce 9 août, la victoire électorale revendiquée par le pouvoir bafouait tellement ce que chacun savait et pouvait vérifier auprès d'amis, voisins et collègues de travail ayant voté pour la candidate libérale Svetlana Tikhanovskaïa que cela s'est traduit par une explosion

d'indignation spontanée, dont l'ampleur semble avoir pris de court le pouvoir.

Elle a d'emblée dépassé les cercles contestataires habituels, souvent issus de la petite bourgeoisie intellectuelle. Surtout, elle a mis en branle, au moins pour un temps, de larges secteurs de la population et du prolétariat d'industrie. Autre mauvaise surprise pour



L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa déposant plainte à l'Assemblée nationale pour fraude électorale au lendemain du scrutin.



Dès le résultat des élections connu, la protestation éclate dans le pays. Sur la pancarte : « Ce n'est pas lui que nous avons élu ».

les gouvernants biélorusses : non seulement la violente répression des premiers jours ne leur a pas permis de casser le mouvement, mais elle lui a apporté des forces, en suscitant un vaste élan de solidarité.

Comment la situation peut-elle évoluer ? L'avenir le dira. Toujours est-il qu'un mois après, Loukachenko reste contesté dans la rue et plus encore dans l'opinion, ce qui a ébranlé son pouvoir, mais il n'est pas tombé. Ayant usé simultanément de la matraque et de promesses, comme celle

d'organiser un nouveau scrutin, sous condition de l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution, donc pas avant deux ans, il fait le pari que le mouvement s'essoufflera.

Pour garder la main, il a mis en œuvre une répression plus ciblée. Côté opposition libérale, il cherche à forcer certaines de ses personnalités à quitter le pays, une vieille pratique du régime, qui a pendant longtemps permis à Loukachenko de ne pas avoir à demeure d'opposition constituée. Et, face à la contestation dans les usines, après avoir traité de fainéants, de drogués et d'ivrognes les manifestants ouvriers, il a visiblement choisi de frapper de façon sélective les animateurs des grèves. Il les fait licencier des entreprises de l'État, le principal employeur du pays, voire jeter en prison. Le but est d'effrayer les travailleurs les moins déterminés pour les faire rentrer dans le rang. Avec pour effet actuellement que, même dans les très grandes usines automobiles, de construction mécanique et les mines de phosphate, où la grève avait été massive mi-août, les comités de grève qui s'étaient formés pour diriger le mouvement disent ne plus entraîner qu'une minorité du personnel dans des « grèves italiennes », des grèves du zèle.

Deux autres facteurs, l'un biélorusse et social, l'autre international, poussent dans le sens d'une stabilisation de la situation en faveur du pouvoir en place.

LES GRANDES PUISSANCES À LA RESCOUSSE DU RÉGIME

La Russie et l'Union européenne (UE) se font concurrence pour étendre ou préserver leur influence sur les marges de l'ex-Union soviétique, dont la Biélorussie fit partie jusqu'en



Poutine et son allié rétif Loukachenko.

1991. Mais elles ont aussi un intérêt commun à éviter que ne s'installe un nouveau foyer d'instabilité à leur porte. Alors, l'UE a dénoncé la fraude électorale en Biélorussie et réactivé des sanctions, qu'elle avait déjà prises en 2010 puis annulées en 2016 (interdiction de visas, gel des avoirs à l'étranger), contre une vingtaine de personnalités du régime, mais sans y inclure Loukachenko, selon le quotidien allemand *Die Welt*. Et il ne faut pas s'étonner qu'elle n'ait même pas évoqué la tenue d'un nouveau scrutin, ce qui aurait affaibli le régime et son chef. Au lieu de quoi, l'UE a octroyé une aide financière, certes modeste (50 millions d'euros), à Minsk, c'est-à-dire au pouvoir, comme en 2015 quand, tout en pointant ses « entorses à la démocratie », elle lui avait offert deux milliards d'euros par l'entremise de l'Allemagne et de la Pologne.

Dans l'attente que l'autocrate usé à la tâche puisse être remplacé avec le moins de remous possible, ce qui est un prérequis pour les grandes puissances, par un dirigeant qui sache « tenir » son pays et son peuple aussi bien que lui, les États impérialistes, garants de ce qu'ils nomment l'ordre mondial, peuvent encore s'accommoder de ce régime. Et c'est ce qui est clairement ressorti du sommet de l'UE réuni en urgence, mi-août, avec la Biélorussie à l'ordre du jour.

Macron n'a pas fait mystère d'en avoir discuté en direct avec Poutine. Derrière les formules

convenues faisant état de leurs « préoccupations communes face à la situation en Biélorussie », il s'agissait de s'accorder sur la façon de conforter la position de Loukachenko. Cela afin d'éviter que ne s'accroisse le chaos dans cette région d'Europe où la chute du mur de Berlin, puis l'éclatement de la Yougoslavie et l'implosion de l'URSS ont fait surgir de nouveaux États au nationalisme exacerbé, qui attisent les irrédentismes et le chauvinisme revancharde, ces redécoupages de frontières sur la carte de l'Europe s'étant opérés en taillant dans la chair de ses peuples. En outre, ces pays, qui n'ont pour la plupart pas les moyens économiques de se défendre face aux grandes puissances, sont parmi les plus durement frappés par la crise de l'économie mondiale et par son emballement récent. Cela a joué un grand rôle dans le soudain accès de colère contre le régime biélorusse, et le risque n'est pas mince, pour les tenants de l'ordre mondial, qu'une pareille situation puisse avoir des effets aussi explosifs chez certains de ses voisins.

Ayant l'accord au moins tacite de l'UE, le Kremlin se fait fort de prévenir ce danger dans un pays qu'il considère comme un quasi-vassal, et bien sûr d'éviter qu'il échappe à sa sphère d'influence immédiate. Poutine a félicité Loukachenko pour sa réélection « légitime » et, après avoir vérifié que son régime ne cédait pas, il a manifesté son soutien « indéfectible » à la « souveraineté de la Biélorussie face aux tentatives d'ingérence étrangère » en mobilisant des troupes à ses frontières : au cas où Loukachenko ferait appel à son aide militaire. Et il a envoyé son Premier ministre à Minsk s'afficher en public aux côtés des responsables du régime, afin de peser sur une population biélorusse attachée au maintien des liens avec la Russie.

UN RÉGIME BONAPARTISTE EN DIFFICULTÉ

L'opposition qui a pris forme durant la présidentielle autour de Tikhanovskaïa, la femme d'un homme d'affaires et blogueur en vue, emprisonné pour avoir voulu faire acte de candidature, et des représentantes de deux autres opposants notoires, eux aussi empêchés de se présenter – un banquier catalogué comme pro-russe et un ex-ministre de Loukachenko – n'avait d'autres revendications que le départ de Loukachenko, pour organiser des élections honnêtes; et, depuis le déclenchement de la répression, ils y ont ajouté la fin des violences policières et la libération des prisonniers politiques.

En guise de programme, cela fait un peu court. Au moins pour ce que l'opposition libérale en affiche, car elle se propose aussi, mais sans trop le claironner, de poursuivre et accélérer le programme de privatisations engagé récemment par Loukachenko ! Cela est-il largement perçu, et comment ? Nous n'avons pas les moyens de le savoir. En revanche, même si de nombreux électeurs populaires ont voté Tikhanovskaïa pour écarter Loukachenko, il est probable que certains au moins sentent confusément que, pour améliorer leur sort, ils n'ont pas grand-chose à attendre d'une victoire de l'opposition. Un sentiment, sinon une méfiance, que n'ont pu que conforter les déclarations de Tikhanovskaïa, depuis son exil en Lituanie, sur la lutte pour la démocratie qui ne vaudrait pas le prix de la violence et du sang versé, ajoutant que, dans ces conditions, il valait mieux rester chez soi. Cela sonnait comme une critique implicite des manifestants qui, eux, affrontaient avec courage les brigades anti-émeutes. Bien sûr, plus tard, Tikhanovskaïa a appelé à poursuivre les manifes-

tations et les grèves. Certains de ses relais dans les médias et sur Internet ajoutèrent, avec la pointe de mépris de ceux qui donnent la pièce à un serviteur, que l'opposition était même prête à lever des fonds pour indemniser les grévistes. Et il y a la décision d'une des trois figures de proue de cette opposition, Maria Kolesnikova, et du banquier Viktor Babariko, en prison pour avoir voulu se présenter à la présidentielle, de créer un parti d'opposition, Vmeste (Ensemble), qui a appelé à reconnaître la victoire de Loukachenko. Sans que ce dernier leur en soit reconnaissant : Kolesnikova vient d'être enlevée par des sbires du régime, rejoignant ainsi la liste des opposants retirés de la circulation.

L'opposition libérale, qui regroupe des courants pro-occidentaux mais aussi parfois pro-russes, a constitué un conseil de coordination. Cet organe, censé préparer la relève, même pas du régime, mais du seul pouvoir de l'autocrate, est notamment constitué d'une brochette de juristes, d'un ex-ministre de Loukachenko, d'une prix Nobel

de littérature, Svetlana Alexeïvitch qui, après avoir été une auteure en vue sous Brejnev, est devenue une adversaire déclarée de « l'homme rouge », du régime soviétique en particulier et du communisme en général.

Qu'un ou plusieurs animateurs de comités de grève siègent à ce conseil ne change rien à son orientation de classe. Ils relaient auprès des travailleurs les slogans de l'opposition libérale : élections libres, fin de la répression, libération des prisonniers politiques. Et s'ils y ajoutent des points spécifiques au monde du travail (droit de grève, droit de former des syndicats indépendants, abrogation des mesures gouvernementales de précarisation du travail, de celles qui repoussent l'âge de départ en retraite, etc.), ces revendications, amplement justifiées, ne sont pas à la hauteur des exigences de la lutte. Surtout pour obtenir un changement de régime.

Au chapitre des rapports entre l'opposition et les travailleurs, il faut ajouter le fait que, le 1^{er} septembre, alors que la vague gréviste fléchissait, l'opposition a appelé ses par-

КООРДИНАЦИОННЫЙ СОВЕТ ВОЗГЛАВИЛИ:



ПАВЕЛ ЛАТУШКО
Дипломат, экс-министр культуры



СЕРГЕЙ ДЫБЛЕВСКИЙ
Лидер белорусского комитета МТЗ



МАРИЯ КОЛЕСНИКОВА
Представительница объединенного штаба



ОЛЬГА КОВАЛЬКОВА
Юрист, добровольный лидер Светлана Тихановской



МАКСИМ ЗНАК
Юрист, член объединенного штаба



ЛИЛИЯ ВЛАСОВА
Юрист, старший партнер Власова Миньки и партнеры



СВЕТЛАНА АЛЕКСИЕВИЧ
Писательница, лауреат нобелевской премии по литературе

Le Conseil de coordination (première version) : en haut, un ancien ministre et une des trois porte-parole de l'opposition entourent le dirigeant du comité de grève de MTZ, la principale usine du pays ; en bas, trois « juristes » du monde des affaires et Svetlana Alexievitch, écrivaine et prix Nobel de Littérature.

tisans à se rendre aux portes des grandes entreprises pour y appeler à la grève générale.

Nous n'avons aucun moyen de mesurer comment, concrètement, les travailleurs concernés ont reçu et perçu cet appel. Mais il n'a guère été suivi d'effet. Et s'il prouve une chose, c'est d'abord que l'opposition libérale se sait bien faible socialement, même avec ses soutiens dans la petite bourgeoisie intellectuelle et d'affaires. Et elle sait aussi que, pour pouvoir faire pièce aux forces du régime, il lui faudrait absolument entraîner des pans significatifs de la classe ouvrière : mais comme une infanterie encadrée par des officiers et menée par des généraux appartenant à une autre classe et défendant les perspectives et intérêts de cette même classe.

En Biélorussie, la classe ouvrière, héritage de ce qu'avait été l'Union soviétique, se compose de millions d'hommes et de femmes concentrés dans des unités, chacune forte de milliers de travailleurs, souvent implantées au cœur ou à proximité des grands centres urbains. Cœur vivant d'une industrie qui représente au moins 30% du PIB (produit intérieur brut) de la Biélorussie, cette classe ouvrière a donc un poids social et économique incontournable.

En 1994, Loukachenko prit en mains les rênes d'un pays que l'effondrement de l'URSS avait mis à genoux. Il s'employa alors à faire valoir aux travailleurs de « son » pays qu'ils avaient plus de chance que leurs frères et sœurs de Russie ou d'Ukraine. N'avait-il pas mis un terme aux privatisations de la période antérieure ? Et il se glorifiait de préserver ce qui restait d'un outil de production puissant, mais sans avouer, bien sûr, que cette industrie fournissait surtout la base matérielle des privilèges de la bureaucratie biélorusse. À

l'en croire, la Biélorussie avait à sa tête un Bat'ka (un « père ») qui veillait aux intérêts de « ses petits », en particulier de « ses » ouvriers. Réminiscence du paternalisme des tsars comme du mépris condescendant des bureaucrates staliniens, ledit petit père du peuple biélorusse ne manquait pas une occasion de se rendre dans des usines, pour s'y faire filmer en train de discuter avec des travailleurs.

C'est cela, et le fait qu'il conservait quelques autres vestiges de la défunte URSS, une économie majoritairement nationalisée, le drapeau national, le nom (KGB) de sa police politique, qui a valu à Loukachenko que les dirigeants des États impérialistes lui collent sur le dos l'étiquette de « dernier dictateur en Europe ».

C'en serait risible, si les mêmes ne soutenaient, en Europe, ces grands « démocrates » que sont le Turc Erdogan, le Hongrois Orban, le Polonais Kaczynski, et d'autres, pires encore, un peu partout sur la planète. D'autant que ne voir en Loukachenko qu'un dictateur, c'est se condamner à ne rien comprendre à ce qui a longtemps fait sa force. Car il est indiscutable que son régime a réussi, en louvoyant entre l'Occident et la Russie, à maintenir l'emploi et certaines prestations sociales de la période soviétique. Jusqu'aux années 2010, il a même pu augmenter un peu les salaires réels, même si sa promesse de porter le salaire moyen (qui équivalait à 350 dollars) à 500, voire 1 000 dollars, est restée ce qu'elle était : une promesse. Et c'est en se targuant d'avoir instauré une sorte de mini État-providence post-soviétique que Loukachenko a pu satisfaire les appétits d'une bureaucratie d'État pléthorique, base sociale du régime, tout en recueillant un assez large consensus dans le reste de la population.

Bien sûr, cela ne s'applique

pas aux opposants ouvertement pro-occidentaux (généralement exilés), aux nationalistes biélorusses (peu nombreux) ni aux dirigeants que Loukachenko a écartés parce qu'ils pouvaient briguer sa place ou à des privilégiés du régime qui se montraient trop proches de l'allié russe et de ses géants industrialo-financiers, et dont certains sont réapparus sur le devant de la scène en tant que membres de l'opposition libérale. Et le régime a toujours cherché à neutraliser tous ceux, syndicalistes indépendants et militants d'extrême gauche, qui auraient pu le mettre en difficulté dans la classe ouvrière.

LE RÉGIME ET SES ATTAQUES CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Or, ces dernières années, c'est précisément le pilier ouvrier du bonapartisme biélorusse qui a été le plus ébranlé, avec l'aggravation de la crise mondiale et le ralentissement de l'économie russe, principale partenaire de la Biélorussie. Alors que le prix des hydrocarbures, dont la Russie est un des premiers producteurs mondiaux, a chuté sur fond de demande en berne, Moscou n'a plus pu ou voulu consentir à Minsk d'aussi grands volumes de gaz et de pétrole à prix cassé, que le régime pouvait revendre avec une forte marge sur les marchés mondiaux. Certes, le pays a joué avec profit le rôle d'intermédiaire entre l'Occident, qui voulait sanctionner Moscou après l'annexion de la Crimée en 2014, et la Russie. Mais cela ne pouvait suffire à assurer les prébendes des bureaucrates biélorusses ; pas plus que le développement du tourisme prôné par le régime, en fait la mise à disposition des touristes est-européens de bases de vacances et sanatoriums datant de l'époque soviétique, ou, mais il s'en vantait



Des mineurs de Belaruskalii en grève face à leur directeur, le 17 août 2020.

moins, l'ouverture de casinos à destination des joueurs russes ou ukrainiens, Moscou et Kiev ayant fermé les salles de jeux que tenaient des mafias trop gourmandes.

Et ce ne sont pas les petites entreprises privées centrées sur les techniques de l'information ou les nouvelles technologies, même si elles prospèrent dans l'ombre des mastodontes américains du secteur, qui peuvent vraiment remplir les caisses d'un État désargenté. Elles font certes rentrer des devises dans le pays et, à ce titre, le régime favorise leur activité. Mais, en même temps, elles forment le terreau d'une petite bourgeoisie ouvertement pro-occidentale et soutenant l'opposition libérale, dont elle attend qu'elle lui offre une ouverture plus grande encore pour ses affaires.

Invisible il y a encore quelques années, cette petite bourgeoisie d'affaires s'affiche désormais à Minsk dans des habits coûteux à la dernière mode de Paris ou de New York. Et cela au moment où, chose impensable il y a peu encore, dans les rues des grandes villes sont apparus SDF et mendiants.

C'est à mettre en relation directe avec le fait que le pouvoir, pour maintenir le train de vie des nantis du régime, a

choisi de s'attaquer au niveau de vie des classes laborieuses. Depuis 2004, il a un peu partout remplacé les contrats collectifs par des contrats de travail individuels d'un an, un système où le salarié peut être licencié à tout moment, «prêté» à une autre entreprise, mais sans pouvoir, lui, quitter son emploi avant l'échéance du contrat. Et comme ces contrats renouvelables d'année en année sont généralisés au secteur public, des millions de salariés et d'employés précarisés vivent désormais dans la crainte du non-renouvellement de leur contrat et du chômage, d'autant plus que des entreprises publiques ont fermé du fait de la crise. Au titre des attaques contre les travailleurs, le régime a aussi décidé la fin de la prise en compte des périodes de formation, de service militaire, de congés maternité dans le calcul des retraites, et reporté de plusieurs années l'âge de départ en retraite. Et en 2017 le régime a instauré une «taxe sur la dépendance sociale», en fait un impôt sur ceux qui sont sans travail, ce qui avait alors provoqué des manifestations dans tout le pays. Car le chômage, jusqu'alors quasi inconnu, est apparu de façon visible, avec des allocations bien insuffisantes pour vivre, même au regard des salaires locaux.

C'est tout ce mécontentement qui a resurgi de façon explosive sur la place publique au lendemain du 9 août, une colère populaire accentuée par l'irresponsabilité dont le pouvoir fait preuve face à la crise du Covid-19, un verre de vodka valant tous les remèdes, selon Loukachenko.

LA CLASSE OUVRIÈRE, SES PERSPECTIVES DE RÉORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ET SON PARTI

Juste quarante ans après les grandes grèves d'août 1980 qui, dans la Pologne voisine, avaient donné naissance au syndicat indépendant Solidarnosc, ébranlé le régime poststalinien et débouché, après le coup d'État du général «national-communiste» Jaruzelski, sur la fin de ce régime et le retour de la Pologne dans le giron du marché, certains commentateurs en Occident, en Biélorussie ou en Russie ont voulu faire un parallèle entre les deux situations.

On peut certes y trouver bien des ressemblances. À commencer par l'importance numérique relative de la classe ouvrière dans chaque pays et dans chacun de ces événements, ou encore dans le caractère à chaque fois explosif de la révolte contre le pouvoir. Mais on voit tout de suite en quoi ces situations diffèrent. Le contexte international a bien changé, et d'abord parce que l'URSS n'existe plus; la longue tradition d'interventions de la classe ouvrière polonaise sur la scène publique n'a pas d'analogue en Biélorussie; la crise mondiale a pris une ampleur que l'on n'aurait pas imaginée il y a quarante ans

Cela étant, une ressemblance majeure saute aux yeux dans les deux cas: la classe ouvrière a été amenée à se battre contre des régimes qui l'avaient plus que mérité, mais toujours en

tant que force subordonnée, chargée de venir en renfort à d'autres classes sociales aux intérêts généraux opposés à ceux du prolétariat. Par là même, si la classe ouvrière se battait « contre », et l'on voyait bien contre qui et contre quoi, elle n'apparaissait jamais comme se battant « pour » : pour un changement radical, non seulement de son propre sort, mais de celui de toute la société.

Ce constat ne concerne pas que la Biélorussie ou la Pologne des années 1980. Il vaut pour l'ensemble du mouvement ouvrier mondial depuis des décennies.

Pendant toute une période historique, le mouvement ouvrier naissant, puis celui qui s'est organisé sous le drapeau du marxisme avec la II^e Internationale jusqu'en 1914, et ensuite celui qui s'est placé sous l'étendard de la révolution d'Octobre au sein de l'Internationale communiste jusqu'aux années 1930, ce mouvement ouvrier s'est affirmé comme le champion d'un monde nouveau. Il se présentait comme porteur d'une alternative au système capitaliste pour l'humanité tout entière. Or cela n'existe plus.

Qu'une révolte ouvrière commence par se dresser contre une dictature, un gouvernement, cela n'a rien d'étonnant. C'est même la règle. Pour ne prendre que cet exemple, c'est ainsi que la révolution a démarré en Russie, en février 1917 : en dressant les ouvriers, les soldats, les paysans et de larges couches de l'opposition bourgeoise contre le tsar. Mais, à la différence d'aujourd'hui, il existait alors en Russie une organisation qui ne se bornait pas à lutter contre le tsarisme, mais qui luttait pour le socialisme. Et ce Parti bolchevique avait mis à son programme, au vu et au su



Grévistes et manifestants réunis devant l'usine MTZ, qui fabrique tracteurs et engins de chantier, à Minsk, le 17 août 2020.

de tous, la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la réorganisation complète de la société ; sa transformation socialiste, non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

La question n'est pas de savoir si, ici ou là, il y aura des luttes ouvrières, ni de répéter de manière incantatoire : « Des luttes, des luttes ! » Des luttes, il y en a, et il y en aura. Et un peu partout, car la classe ouvrière, acculée par la crise et la rapacité de la bourgeoisie, n'aura tout simplement pas d'autre choix.

En Biélorussie, personne ne propose rien à la classe ouvrière. Pas même de perspectives ouvertement bourgeoises, tant l'opposition libérale, de fait bourgeoise, à Loukachenko est insignifiante, sans force, même si elle aimerait bien attacher à son char des cohortes de manifestants ouvriers. Ce qui, malgré cela, fait peur aux Macron et Merkel, c'est qu'une telle situation d'instabilité sociale et politique, même dans un petit pays, peut avoir un caractère contagieux quand c'est toute la société mondiale que secoue et frappe la crise du système capitaliste.

Mais, faute d'un parti qui porte la perspective d'une réorganisation révolutionnaire

de la société, du renversement de ce système capitaliste failli, et qui propose ce programme à l'ensemble de la population, au nom de la classe ouvrière, en cherchant à entraîner à sa suite les autres classes laborieuses, même une intervention massive des travailleurs dans des événements comme ceux de Biélorussie ne pourra rien changer de fondamental, même dans ce pays. Et, a fortiori, elle ne pourra pas faire avancer la lutte de l'humanité pour son émancipation. C'est ce qu'a rappelé de façon tragique le résultat des luttes héroïques, massives et répétées qu'ont menées les travailleurs en Pologne tout au long de la seconde moitié du 20^e siècle : il ne peut pas y avoir de changement réel et positif pour la société, ni pour la masse des opprimés, sans des organisations qui défendent des perspectives socialistes, communistes, révolutionnaires dans la classe ouvrière et dans les luttes.

Avec la formidable aggravation de la crise mondiale, il est partout plus urgent que jamais de tout faire pour que le prolétariat renoue avec de telles perspectives, et pour créer des partis qui les incarnent.

8 septembre 2020



Liban: l'explosion du port de Beyrouth... et celle du pays

Ce 4 août 2020, l'explosion des 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium qui étaient stockées depuis plus de six ans sur le port de Beyrouth a provoqué 191 morts et 6 800 blessés. Le centre-ville proche du port a été dévasté, des immeubles et des quartiers d'habitations détruits, 300 000 personnes se retrouvent sans abri.

Et pourtant, durant des mois et jusqu'à la veille de l'explosion, les autorités avaient été alertées des dangers sans qu'aucune décision ne soit prise; une situation bien caractéristique de l'incurie gouvernementale et d'une administration gangrenée par la corruption et le clientélisme.

La catastrophe est survenue dans un pays déjà touché par une succession de crises. La crise économique et sociale sans précédent est aggravée par la crise sanitaire et par le ralentissement de l'économie mondiale. Elle est aggra-

vée également par les conséquences de la guerre en Syrie. Malgré des infrastructures délabrées, ce pays de quatre millions d'habitants accueille à lui seul 1,2 million de réfugiés syriens qui s'ajoutent aux 250 000 réfugiés palestiniens présents depuis des décennies.

Le gouvernement Hassan Diab a dû démissionner à la suite des manifestations qui ont suivi l'explosion du port, mais celles-ci ne sont que la dernière expression d'une colère populaire qui avait donné naissance à l'automne dernier à un vaste mouvement de contestation.

UN AN DE CONTESTATION DU SYSTÈME

En octobre 2019, la population était confrontée à un effondrement vertigineux de son niveau de vie du fait de l'inflation et du chômage de masse, s'ajoutant à un quotidien marqué par les incessantes coupures d'eau et du courant électrique. L'annonce de nouvelles mesures d'austérité et notamment de nouvelles taxes a alors fait éclater la colère populaire. Durant des mois, des centaines de milliers de manifestants ont exprimé leur rejet du système et exigé le départ de dirigeants jugés responsables du chaos dans lequel s'est enfoncé le pays. Les intimidations et le chantage à la guerre civile n'ont pas réussi à faire cesser cette protestation qui effaçait les habituels clivages confessionnels libanais, pas plus que la démission, le 29 octobre, du Premier ministre Saad Hariri, chef d'un gouvernement de coalition regroupant tous les partis politiques.

La dette publique du Liban se montait alors à près de 90 milliards de dollars, et c'est à la population qu'on présentait la



L'explosion du port de Beyrouth.

REUTERS



Des manifestants contre le gouvernement, le 20 octobre 2019, à Tripoli.

note par des mesures d'austérité insupportables. En décembre, la décision des banques de limiter le montant des retraits en dollars attisa encore la colère, la population n'ayant même plus accès à son épargne. Ce n'est qu'après des tractations sans fin entre les leaders politiques que, le 21 janvier, un gouvernement dit de technocrates put se mettre en place. Se disant indépendant des partis confessionnels, il était censé assurer la bonne gouvernance nécessaire pour sortir le pays de la crise. En réalité, ses membres étaient les poulains de chefs politiques en retrait mais toujours à la manœuvre. Les Libanais ne pouvaient que placer peu d'espoir dans ce nouveau gouvernement dirigé par Hassan Diab, un ancien ministre évidemment peu soucieux de répondre aux exigences populaires.

Au printemps 2020, la crise sanitaire révélait la faillite totale du système de santé publique. Pendant que la pandémie mettait en sourdine la contesta-

tion, la crise financière, elle, s'aggravait. Le 7 mars, pour la première fois de son histoire, le gouvernement libanais annonçait qu'il était dans l'incapacité de verser les 1,2 milliard d'intérêts arrivant à échéance. Tous les comptes en dollars des particuliers et des entreprises étaient bloqués, rendant impossible l'accès aux devises. Les banques mettaient sous séquestre l'épargne de toute la population. Dans un pays qui importe presque tout ce qu'il consomme, le manque de devises avait des conséquences catastrophiques. L'économie n'était plus irriguée. Faute de pouvoir importer des pièces détachées et des matières premières, les entreprises de production voyaient leur activité baisser et s'arrêter. Les fermetures d'entreprises et les licenciements massifs aggravaient brutalement le chômage et la pauvreté.

La seule possibilité d'avoir des dollars était de se tourner vers le marché noir, où son

cours s'envolait pendant que la livre libanaise dégringolait. Même les travailleurs ayant encore jusque-là un niveau de vie convenable tombaient dans la pauvreté. À la veille de l'explosion du 4 août, on estime que plus de la moitié de la population était déjà en dessous du seuil de pauvreté. Des ouvriers, des employés au chômage étaient rejoints par de nombreux enseignants licenciés des écoles privées, les parents d'élèves n'ayant plus les moyens de payer les frais de scolarité. Un enseignant d'université, payé l'équivalent de 4 000 dollars en octobre 2019, n'en gagnait plus qu'entre 700 et 900. Le salaire minimum tombait à l'équivalent de 70 dollars, au même niveau que celui versé en Afghanistan. Bien sûr, les grandes familles fortunées qui règnent sur le Liban ont trouvé, elles, les moyens de transférer leurs dollars dans les banques internationales. Plus de six milliards auraient été transférés dans des comptes à l'étranger, de quoi nourrir dans le reste de la population le sentiment d'injustice et la révolte.

À cette situation dans laquelle se trouvait le pays avant même l'explosion s'est ajoutée maintenant la destruction du port de Beyrouth, poumon économique par lequel transitent la majorité des marchandises à destination du Liban et de la Syrie. C'est une catastrophe supplémentaire pour les deux pays. À travers son système bancaire et son port, Beyrouth permettait aux entreprises et au régime syrien de contourner les sanctions économiques et infligées par les États-Unis. L'économie de la Syrie s'en retrouve asphyxiée. Au Liban, 80 % du blé en réserve était stocké dans les silos du port, désormais détruits. La menace d'une pénurie alimentaire et d'une famine se profile à court terme.

Emmanuel Macron, premier

chef d'État étranger à s'être rendu sur les lieux après la catastrophe, a demandé aux autorités libanaises « des réponses claires sur leurs engagements : l'État de droit, la transparence, la liberté, la démocratie, les réformes indispensables » et a appelé à « la refondation d'un ordre politique nouveau ». Propos cyniques de la part du dirigeant d'un État qui a colonisé le Liban et a contribué à la mise en place de son système politique. Celui-ci a largement profité aux grandes multinationales françaises présentes au Liban, à commencer par les banques telles que la Société générale ou le Crédit agricole, qui ont alimenté la dette du pays et en ont profité.

Situé au cœur des crises qui traversent le Moyen-Orient, le Liban a été en permanence victime des intrusions impérialistes et des rivalités régionales. Le passé pèse lourdement sur le présent et il faut rappeler le rôle de la France dans la formation du Liban, ainsi que la guerre civile qui a ensanglanté le pays entre 1975 et 1990.

UNE CRÉATION COLONIALE DE LA FRANCE

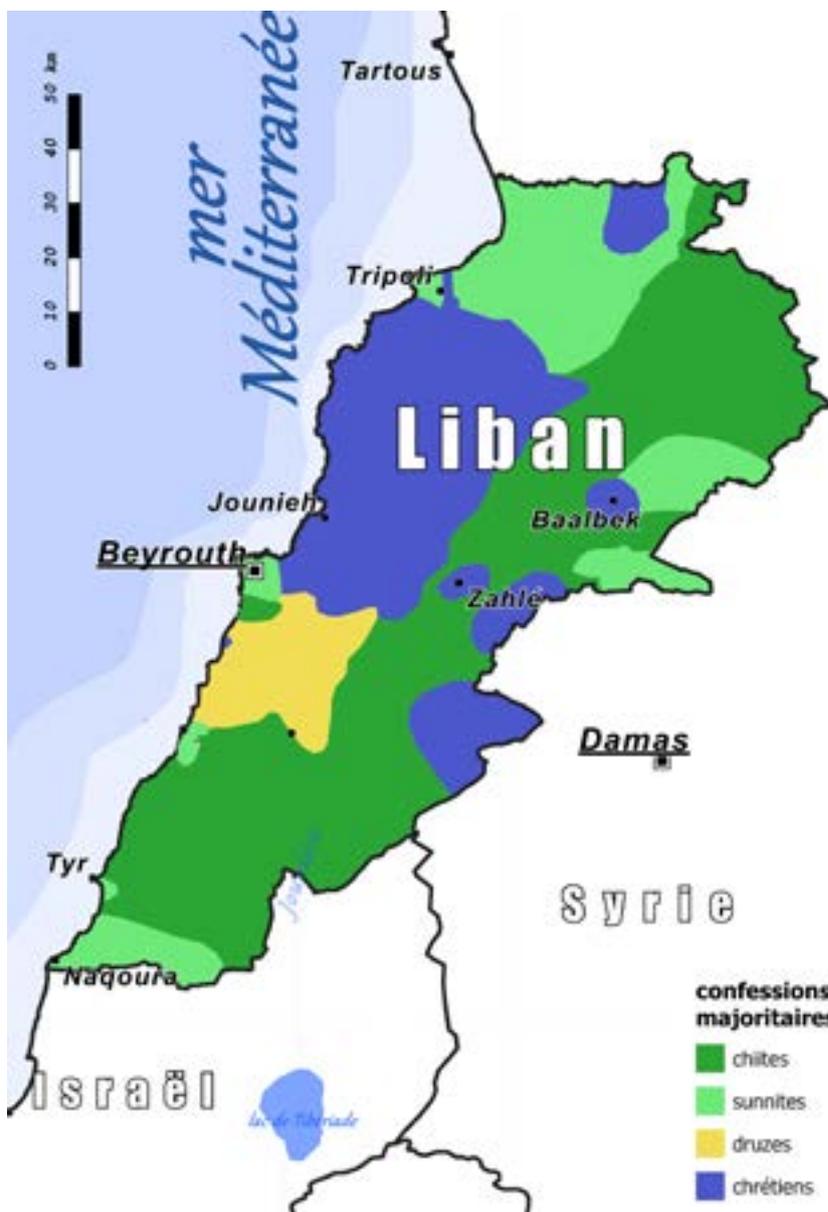
Lors de la Première Guerre mondiale, dont l'un des enjeux fut le contrôle des territoires sous domination de l'Empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne procédèrent à son dépeçage dans le secret des accords Sykes-Picot. Après la guerre, elles le fragmentèrent pour mieux le dominer. Des frontières nouvelles divisèrent les peuples arabes. La France obtint un mandat sur ce qui correspond à l'actuel Liban et à la Syrie. Elle fit le choix de s'appuyer sur les chrétiens maronites libanais en créant, le 1^{er} septembre 1920, le Grand Liban, un État minuscule mais tracé de telle façon que cette communauté y soit majoritaire, tandis que les autres

minorités religieuses étaient marginalisées.

La création du Grand Liban coupait la Syrie de sa façade maritime, Damas était coupée de Beyrouth, son débouché naturel sur la Méditerranée. Ce découpage désorganisait des circuits d'échanges économiques et sociaux séculaires et mettait volontairement la population du Liban à l'écart des principaux centres du nationalisme arabe.

La France laïque et républicaine ne fut pas gênée d'instituer au Liban une Constitution basée sur les structures confessionnelles présentes au sein de l'Empire ottoman. Chaque

citoyen fut défini en fonction de sa religion, inscrite jusque sur les papiers d'identité. À l'indépendance du pays, intervenue à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le « pacte national » passé entre les chefs des principales confessions prolongea le système confessionnel et notamment la prépondérance des chefs de la communauté chrétienne. La présidence de la République revenait à un chrétien maronite, le poste de Premier ministre à un musulman sunnite, et celui de président de l'Assemblée nationale à un musulman chiite, tandis que les sièges de député étaient répartis en fonction de l'importance théorique des différentes com-



munautés, estimée d'après un recensement qui n'allait plus être renouvelé. Les Libanais, qu'ils soient croyants ou non, se retrouvaient enchaînés à leur « communauté » déclarée et à ses chefs censés la représenter. Les mariages, comme toutes les affaires familiales, restaient régis par les autorités des dix-huit communautés religieuses officiellement reconnues dans le pays. Pour contourner l'interdiction des mariages interconfessionnels, les couples doivent encore aller se marier à Chypre, à condition bien sûr d'en avoir les moyens.

Ainsi, en coupant le Liban de la Syrie et aussi en opposant les communautés libanaises entre elles, l'impérialisme français put diviser pour régner, instituer son contrôle sur sa colonie et le prolonger après l'indépendance. La bourgeoisie chrétienne maronite vit ses affaires prospérer. Grâce à son port et à la présence des grandes banques françaises, Beyrouth devint la principale place financière et commerciale de la région. Les entreprises françaises en firent leur porte d'entrée au Moyen-Orient.

Avec l'exploitation des gisements de pétrole d'Irak et des monarchies du Golfe, la région devint essentielle pour l'économie mondiale. Longtemps, les émirats du pétrole et toute une couche de nouveaux riches placèrent leur argent dans les banques du Liban. Le secret bancaire contribuait à faire du pays un paradis fiscal, propice à toutes les transactions licites et illicites. Surnommé alors « la Suisse du Moyen-Orient », le Liban comparé à ses voisins apparaissait comme un refuge stable pour les grands bourgeois et leurs fortunes.

Après l'accession des pays arabes à l'indépendance, la pression des puissances impérialistes ne diminua pas pour autant, en particulier contre les régimes nationalistes d'Irak, de

Syrie ou d'Égypte qui tentaient d'échapper à leur emprise. L'après-Deuxième Guerre mondiale vit l'influence de la France et de la Grande-Bretagne décliner au profit de celle des États-Unis. Ceux-ci devinrent les maîtres du jeu et s'attachèrent l'alliance indéfectible d'un État nouveau venu, Israël. Soutenu par l'impérialisme, celui-ci put mener et remporter ses guerres successives contre les États arabes et mater la résistance du peuple palestinien. Le Liban n'allait pas rester à l'écart de ces conflits.

LA GUERRE CIVILE DE 1975-1990 ET LA FRAGMENTATION DU PAYS

Au début des années 1970, les masses pauvres libanaises n'acceptaient plus les inégalités sociales et le mépris des classes dirigeantes. Leurs luttes trouvaient un encouragement dans la révolte des Palestiniens chassés de leurs terres par Israël et qui s'étaient réfugiés au Liban. L'irruption des masses pauvres libanaises et palestiniennes sur la scène sociale et politique fit naître l'espoir d'un changement profond. Les manifestations succédèrent aux grèves ouvrières, rencontrant la sympathie des populations des pays arabes voisins. Ni l'impérialisme, ni les dirigeants israéliens, ni ceux des États arabes ne pouvaient cependant tolérer une situation pouvant déboucher sur une révolte des masses dans toute la région. Quant aux dirigeants palestiniens, il n'était pas question pour eux de prendre la tête d'une lutte à la mesure des espoirs soulevés par celle de leur propre peuple. Leur objectif se limitait à la création d'un État palestinien. Comptant pour cela sur l'appui des dirigeants arabes, ils tenaient à se montrer des dirigeants fiables et respectueux de l'ordre social.

En avril 1975, le parti fas-

ciste chrétien des Kataeb (les Phalanges) déclencha l'affrontement avec les Palestiniens et les masses libanaises qui s'en sentaient solidaires. Ce fut le début d'une guerre entre le parti d'extrême droite chrétien et ceux qu'on appela les « islamo-progressistes ». En 1976, la Syrie intervint au Liban pour empêcher une victoire de ces derniers sur l'extrême droite chrétienne, laissant celle-ci massacrer les Palestiniens du camp d'el-Zaatar. Le régime d'Hafez el-Assad tenait ainsi à se montrer le garant de l'ordre impérialiste, et en même temps un interlocuteur incontournable pour les autres puissances.

La guerre civile n'en continua pas moins, mais son sens politique et social s'effaça rapidement, laissant place à l'affrontement des diverses milices constituées sur des bases confessionnelles. Pendant quinze ans, jusqu'en 1990, le Liban allait devenir l'arène d'un affrontement entre les différentes factions, elles-mêmes soutenues, armées et financées par des puissances rivales dont chacune entendait défendre ses intérêts dans la région.

En 1982, Israël occupa le sud du Liban et y créa une armée à sa solde. En réaction, un nouveau parti chiite surgit sur la scène politique et militaire : le Hezbollah (le parti de Dieu), soutenu par le nouveau pouvoir des ayatollahs d'Iran. La guerre civile ne prit fin qu'après 1989, lorsque sous l'égide des puissances occidentales et de l'Arabie saoudite furent signés les accords de Taëf, censés déboucher sur le désarmement des milices et le départ des troupes israéliennes et syriennes du Liban. Les combats cessèrent, mais les accords ne furent jamais vraiment appliqués : ni la Syrie ni Israël ne quittèrent alors le pays, et les différentes milices conservèrent leurs armes.

La guerre avait fait plus de 200 000 morts, mais le régime politique qui l'avait fait éclater allait rester formellement en place. Les dirigeants des différentes communautés passèrent un compromis consacrant l'éclatement du pays suivant les clivages confessionnels. Ils bénéficièrent de l'effondrement de l'État libanais et du délabrement économique. Les capitaux avaient fui les banques, la livre libanaise s'était effondrée, mais bien des spéculateurs s'étaient enrichis. Fortes des devises envoyées par leurs bailleurs, l'Iran ou les monarchies du Golfe, les milices avaient mené de front la guerre et les affaires. Les seigneurs de guerre, qu'ils fussent chrétiens, chiites ou sunnites, en sortaient tous renforcés militairement et financièrement. Au prix de massacres et de destructions sans nombre, ils s'étaient taillé des fiefs qu'ils comptaient bien faire fructifier. La reconstruction du pays et la poursuite des tensions géopolitiques allaient leur en donner l'occasion.

LA RECONSTRUCTION

Rafic Hariri fut l'artisan de la reconstruction. Issu d'une famille sunnite modeste, il avait décidé dans les années 1970 de fuir la guerre civile et de s'installer en Arabie saoudite où, devenu promoteur immobilier, il gagna la confiance des dirigeants. Devenu leur homme à tout faire, jusqu'à la fourniture de prostituées de luxe aux émirs, il prit la nationalité saoudienne et eut accès à leur fortune. Il put étendre ses activités à la banque, l'immobilier, l'industrie, la téléphonie mobile, les médias et devint milliardaire. Durant la guerre civile, il prit soin de financer toutes les milices. Par la suite, en tant que Premier ministre de 1992 à 1998, puis de 2002 à 2004, il s'assura la coopération des chefs communautaires

en leur confiant la gestion des différentes caisses et services publics. C'était ouvrir la voie à une véritable curée. La régie des tabacs, la caisse de sécurité sociale, le secteur de la téléphonie, la compagnie d'électricité nationale, la compagnie des eaux, rien n'échappa plus au contrôle des différents chefs de clan.

Ainsi Nabih Berri, leader du mouvement chiite Amal, actuel président du Parlement, se vit confier la Caisse du Sud, chargée d'indemniser les victimes de l'occupation israélienne. La Caisse des déplacés échut à Walid Joumblatt, chef de la communauté druze. Rafic Hariri, devenu chef de file de la communauté sunnite, se réserva le Conseil pour le développement et la reconstruction (CDR), chargé de réhabiliter les infrastructures. Il se soucia peu des besoins des classes populaires en transport, santé et électricité. Solidere, sa société immobilière, obtint sans difficulté le marché d'une reconstruction à la mesure de cet affairiste sans scrupule. À côté de quartiers dévastés, le centre-ville de Beyrouth fut transformé en un centre d'affaires ultramoderne ne laissant aucune place aux couches populaires.

En février 2005, Rafic Hariri mourut dans un attentat dont la Syrie fut rendue responsable, ce qui obligea finalement celle-ci à évacuer son armée du Liban. Hariri laissait un pays avec une dette colossale. Il avait permis un pillage sans limite des caisses publiques, consacrant le pouvoir des clans des différentes communautés. Les réseaux caritatifs et associations d'entraide qu'ils contrôlent leur permettent d'encadrer la population, en particulier les plus pauvres, qui n'ont souvent pas d'autre choix que de s'adresser à eux. Ils peuvent accélérer l'accès aux soins, permettre une embauche dans l'administration, régler des problèmes administratifs

ou avec la justice. Face à un État défaillant, le clientélisme et la corruption avaient plus que jamais gangrené les relations sociales. Elles allaient continuer de le faire avec les successeurs de Rafic Hariri et notamment avec son fils Saad, président du Conseil jusqu'à l'automne 2019.

ÉLECTRICITÉ DU LIBAN (EDL), UN SYMBOLE DE LA CORRUPTION

Le cas de l'entreprise nationale d'électricité, emblématique, montre les conséquences de cette mise en coupe réglée de l'État. Au début des années 1970, Électricité du Liban (EDL) produisait assez d'énergie pour approvisionner le territoire national et en revendre à la Syrie. Les raids et les bombardements israéliens durant la guerre civile, puis ceux répétés entre 1996 et 2000, enfin ceux de la guerre de 2006 d'Israël contre le Hezbollah, furent en partie responsables de la destruction des centrales et relais électriques. Dans le même temps, le piratage des lignes avec la complicité des milices se généralisa. Les déficits s'accumulaient, creusés par la corruption.

Les sommes considérables destinées à l'entretien des réseaux électriques furent dilapidées par les entreprises privées, elles-mêmes liées aux chefs de clan, qui décrochaient les contrats de maintenance. Le réseau existant n'étant plus entretenu, les capacités d'EDL à fournir du courant ne firent que décliner, alors que les besoins augmentaient. Cette défaillance fut exploitée par les vendeurs de générateurs électriques. Pour avoir du courant en continu, les entreprises et les particuliers qui en avaient les moyens n'eurent pas d'autre choix que de s'équiper et de s'abonner auprès de ce réseau informel, au chiffre d'affaires de deux milliards de dollars,

libres de toute taxe. La population la plus pauvre ne pouvant assumer le coût de ces générateurs fut condamnée à supporter les coupures de courant du réseau officiel. Ainsi à Beyrouth, bien des habitants n'ont de l'électricité que deux heures par jour et certaines localités n'y ont plus accès du tout. Les milliers de vendeurs, installateurs et réparateurs de générateurs qui arrivent ainsi à nourrir leur famille ne voient évidemment pas d'un bon œil l'éventualité qu'EDL puisse redevenir performante.

Ceux qui ont nui au bon fonctionnement de l'entreprise sont les barons du système. Récemment, 500 millions de dollars destinés à la réforme du secteur de l'électricité ont fini dans les poches de hauts responsables, patrons et chefs politiques. La Banque mondiale estime que près de 40% de la dette du pays (90 milliards de dollars) provient du gouffre que représente EDL.

LA MACHINE FOLLE DE L'ENDETTEMENT

En même temps qu'il livrait aux appétits des chefs communautaires les services publics essentiels à la population, Rafic Hariri voulait que le Liban redevienne « la Suisse du Moyen-Orient ». Ryad Salamé, nommé gouverneur de la Banque centrale du Liban, fut chargé de sauver le système bancaire. Prié d'attirer les investisseurs financiers de façon rapide et massive, il commença par imposer la parité fixe entre la livre libanaise et le dollar. Puis il mit en place des mécanismes financiers reposant sur des taux d'intérêt très élevés. Attirés par ces taux, les capitaux affluèrent dans les banques libanaises, en provenance des banques françaises et de tout le Moyen-Orient. Des patrons libanais du secteur productif liquidèrent leurs usines pour placer leur

argent à la banque, la rente financière étant nettement plus avantageuse. Le tissu industriel du pays, déjà faible, en prit un coup. Ryad Salamé devint une star des milieux financiers, la profession lui décernant deux fois le titre de meilleur banquier de l'année, et aussi celui de meilleur banquier du Moyen-Orient. Mais il lui fallait en permanence emprunter pour pouvoir verser les intérêts promis et augmenter les taux de rémunération pour attirer les capitaux. Les taux d'intérêt purent aller de 6% à 20% suivant la fortune des déposants, et jusqu'à 40% pour les bons du Trésor. La courbe des taux d'intérêts grimpa toujours plus haut à l'image des buildings ultramodernes construits dans la capitale. La course folle de l'endettement ne devait s'arrêter qu'au printemps 2020, lorsque la Banque centrale fut dans l'impossibilité de verser les intérêts. Avec ses 90 milliards de dollars, la dette de l'État désormais en faillite atteignait 170% du PIB (produit intérieur brut).

Entre 2006 et 2010, les banques avaient attiré 20 milliards de dollars, un record. Beyrouth était devenue une place refuge, servant notamment d'interface dans le commerce des armes. L'argent affluait d'Arabie saoudite. De son côté, l'Iran finançait et équipait les milices du Hezbollah. Lors de la guerre de 2006, elles avaient su contrer les assauts de l'armée israélienne, considérée comme la plus puissante du Moyen-Orient. La résistance acharnée du Hezbollah, comparée à celle d'une armée libanaise incapable de défendre le pays, contribua à le rendre très populaire auprès de toute la population, au-delà même de la communauté chiite.

À partir de 2014, la chute durable des prix du pétrole réduisit considérablement les ressources des deux bailleurs de fonds du Liban, l'Iran et l'Arabie saoudite. Le Liban subit les

conséquences de la guerre en Syrie, exacerbée par les rivalités entre ces deux puissances régionales qui s'y affrontaient par milices interposées. L'Iran soutenait le régime de Bachar el-Assad et apportait des moyens matériels et financiers aux 7000 combattants du Hezbollah libanais, engagés aux côtés de l'armée syrienne. L'Arabie saoudite soutenait des milices djihadistes. Elle cessa d'apporter son soutien à l'armée libanaise, craignant que les armes qu'elle fournissait ne finissent dans les mains du Hezbollah. Les tensions s'accrurent après l'élection de Trump aux États-Unis fin 2016. Le rétablissement des sanctions économiques contraignit l'Iran, pris à la gorge, à réduire les financements destinés au Hezbollah. Ainsi des sources financières importantes se tarissaient pour le Liban.

En 2018, face à la faillite qui menaçait le pays, le FMI (Fonds monétaire international) réunit à Paris ses principaux donateurs, lors de la conférence CEDRE. Elle déboucha sur la promesse d'investir plus de 10 milliards de dollars dans l'économie libanaise, conditionnée par la mise en place de réformes et d'un plan d'austérité drastique. Avec un gouvernement écartelé entre des forces politiques aux intérêts contradictoires, celui-ci ne put être appliqué et la faillite devenait inévitable.

LES PRÉTENTIONS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Aujourd'hui, la population libanaise n'a rien à attendre du plan du FMI qui, pour tenter de rétablir l'équilibre financier, ne vise qu'à la faire payer encore plus. Elle n'a rien à attendre non plus d'un Macron qui s'est rendu deux fois au Liban en trois semaines, faisant mine de comprendre le mécontentement et la révolte popu-

lares et de vouloir agir pour les soulager. À chaque visite, le président français a soigné sa mise en scène avec une visite du port détruit, des bains de foule auprès des habitants meurtris, une revue des troupes françaises chargées de l'aide humanitaire et en prime une visite à la grande chanteuse Fairouz pour afficher sa compréhension de l'âme libanaise ! Mais ces visites s'inscrivent dans la droite ligne des interventions de ses prédécesseurs à la tête de la France, quelle que soit leur couleur politique.

L'impérialisme français ne peut se désintéresser de ce qui se passe au Liban, une ancienne colonie qu'il considère toujours comme faisant partie de sa sphère d'influence. À ceux qui l'accusent d'ingérence, Macron a d'ailleurs répondu que s'il ne s'ingère pas, d'autres puissances le feront. Par sa posture et ses propos aux relents colonialistes, il affirme que la France entend bien continuer à compter dans la région. Le message est destiné aux chefs communautaires pour qu'ils forment d'urgence un gouvernement et appliquent les réformes exigées par le FMI. Mais il est aussi destiné aux puissances qui affichent des prétentions dans la région, de la Turquie à l'Iran.

La reconstruction du port de Beyrouth, vital pour l'économie de toute la région, est maintenant l'enjeu de rivalités. Qui remportera ce marché ? La Turquie peut compter sur des soutiens au sein de la communauté sunnite libanaise. La Chine, qui a des vues depuis longtemps sur le port de Tripoli au nord du Liban, entretient de bonnes relations avec le Hezbollah. Quant à Macron, il ne veut pas être écarté des négociations et veut offrir un marché à toutes les entreprises du BTP françaises qui pourraient participer à la reconstruction. À la faveur du chaos actuel et des tensions guerrières dans l'est de la méditerranée, le Liban est une fois de plus au cœur d'enjeux géostratégiques qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la population.

LES TRAVAILLEURS ET LES CLASSES POPULAIRES FACE À LA CRISE

L'explosion du port de Beyrouth a frappé un pays durement touché par la crise économique mondiale. Si les classes populaires en subissent les conséquences sociales de manière aiguë, la petite et moyenne bourgeoisie qui bénéficiait jusque-là d'un niveau

de vie relativement élevé pour la région, n'a pas été épargnée. Les commerçants, petits patrons, avocats et enseignants connaissent une paupérisation inédite, qui les a amenés à participer activement au mouvement de contestation qui a surgi l'automne dernier. Certains d'entre eux se sont faits les porte-parole de la colère face au spectacle d'une classe politique corrompue et d'un État défaillant. Déjà en 2015, la non-collecte des ordures avait donné lieu à un mouvement de protestation contre les dirigeants. Intitulé Vous puez !, il contenait les prémices de la révolte de 2019-2020. Il montrait aussi déjà que le système politique moyenâgeux basé sur les appartenances religieuses devient de plus en plus insupportable, en particulier au sein de la petite bourgeoisie.

À l'image des révoltes qui ont secoué l'Irak, l'Algérie ou le Soudan, celle de 2019-2020 au Liban a mis en avant des slogans « dégaïstes ». Le slogan visant le départ de tous les responsables : « Tous, ça veut dire tous », l'illustre. Après des années marquées par la guerre civile, les interventions militaires, l'occupation par des puissances étrangères, les déplacements de population, les bombardements et les massacres, les manifestants ont exprimé leur refus de continuer à subir les conséquences de cette situation et des luttes entre les clans qui ont fait main basse sur les richesses du pays et l'ont mené à la ruine. Cependant, quand ils évoquent la nécessité d'un changement politique radical, la plupart de leurs porte-parole se limitent à demander « un bon gouvernement, juste et non corrompu ». C'est toute la limite de cette protestation car ni au Liban ni ailleurs il n'y aura de gouvernement juste et honnête tant que l'impérialisme dominera la région en utilisant et en nourrissant des cliques politiciennes

REUTERS



Macron au Liban le 6 août, en visite après l'explosion du port de Beyrouth.

locales. Depuis l'automne 2019, cette impasse est manifeste et ce ne sont certes pas les promesses d'un Macron qui permettront d'en sortir.

La population libanaise est aujourd'hui placée face à une situation dramatique, dans un pays où se sont concentrées et accumulées une série de crises. À l'absurdité de la division du monde arabe s'est ajoutée celle d'une construction politique tout aussi absurde héritée du colonialisme français, sur laquelle se sont greffées les conséquences des crises et des guerres du Moyen-Orient, les pressions et les interventions militaires de l'impérialisme et des puissances régionales pour maintenir envers et contre tout un édifice extrêmement instable. Le maintien des divisions et des conflits entre États et entre communautés est indispensable à l'impérialisme et aux classes dirigeantes locales, non seulement pour s'approprier et se disputer leur part des richesses de la région, mais aussi pour tenir en respect les masses populaires et briser toutes leurs tentatives d'échapper à l'exploitation et à l'oppression. Le Liban offre un concentré de ces crises, mais le délabrement particulier de l'État et l'irresponsabilité des



Fin octobre 2019, un poing levé portant le mot «révolution» a été érigé sur la place des Martyrs au centre de Beyrouth.

classes dirigeantes ne sont au fond qu'un cas extrême, la déclinaison locale d'une situation générale à l'époque de l'impérialisme décadent.

La crise financière elle-même, qui a fait éclater ces derniers mois toutes les contradictions sociales libanaises, n'est que le reflet d'une crise générale qui est celle du capitalisme financier, dans laquelle la recherche du profit peut n'avoir plus aucun rapport avec une activité productive et avec la satisfaction des besoins. Il est

vrai que son impact est redoutable sur un édifice aussi fragile et marqué par les crises que l'est l'édifice libanais. Mais ce ne sont certes pas des tentatives de replâtrage de cet édifice qui peuvent offrir, aux masses populaires libanaises, des perspectives pour sortir de leur situation.

« Révolution » proclamait une banderole apparue sur la place des Martyrs, à Beyrouth, durant les jours de mobilisation du mois d'août. Oui, il faut une révolution, non seulement au Liban, mais dans tout le Moyen-Orient, pour balayer l'incroyable entrelacs de structures d'oppression, de conflits et de divisions que l'impérialisme et les classes dirigeantes sont arrivés à construire, mais qui aujourd'hui croule de tous côtés.

10 septembre 2020



Livrée à elle-même, la population enlève les débris provoqués par l'explosion du port.



États-Unis: le complexe médico-industriel face à la pandémie

Nous traduisons ci-dessous un article paru le 19 juillet 2020 dans la revue *Class Struggle* (n° 105, août-septembre 2020), éditée par le groupe trotskyste américain The Spark.

Début juillet, aussi incontrôlable qu'un feu de brousse, la pandémie de coronavirus traversait à nouveau une grande partie des États-Unis. Ceux-ci détenaient déjà le record du nombre de contaminations et du nombre de victimes. La plupart des projections pour la fin de l'été et le début de l'automne tablent sur des dizaines de milliers de nouvelles victimes dans les prochains mois. Et elles ne tiennent même pas compte d'une éventuelle deuxième ou troisième vague, pas plus que de la grippe hivernale, des ouragans, des incendies et autres calamités saisonnières.

Ainsi, au lieu de prendre la tête des efforts menés à l'échelle internationale pour vaincre la pandémie, comme on aurait pu l'attendre de la première puissance mondiale avec sa science et ses infrastructures de recherche de pointe, les États-Unis ont été incapables de faire ne serait-ce que ce que d'autres pays ont fait en Europe et en Asie, même si ces réponses étaient inappropriées. Et ils font courir au reste du monde le risque de nouvelles contaminations par le biais des voyages à l'étranger des habitants des États-Unis. Le nouveau coronavirus a fait apparaître les États-Unis pour ce qu'ils sont: un désastre en termes humains.

Il est certain que l'administration Trump porte une très lourde responsabilité dans cette terrible situation. Lorsque le virus apparut en Chine et ravagea la région de Wuhan, il était évident qu'une pandémie mondiale était une possibilité réelle. Mais durant près de deux mois, l'administration Trump ne fit rien pour s'y préparer, dans la crainte que la moindre mesure ne provoque une panique boursière durant une année électorale. Puis, lorsque les cas se multiplièrent et que la pandémie se répandit à travers le pays, l'administration Trump mit en place une équipe de communication façon télé-réalité, dont la principale mission semblait être de placer Trump au centre de l'attention médiatique. Le gouvernement fédéral ne fit pour ainsi dire rien pour centraliser et coordonner les politiques, ni pour organiser la fourniture des équipements médicaux nécessaires. Il laissa les États fédérés et les exécutifs locaux entrer en concurrence, favorisant ainsi une confusion qui entrava notablement la réponse à la pandémie.

Trump a systématiquement nié la dangerosité du virus et s'est opposé aux mesures recommandées par les propres scientifiques du gouvernement fédéral pour contrôler

la propagation du virus, craignant qu'elles n'entravent ses chances d'être réélu. Pour flatter sa base électorale composée de fundamentalistes religieux, d'obscurantistes et de gens d'extrême droite, il a refusé jusqu'à mi-juillet de porter le masque en public lors de ses tentatives de rassemblements populaires. Il a encouragé les gens à ne pas appliquer les mesures destinées à limiter la propagation du virus, favorisant encore celle-ci. Et la plupart des gouverneurs et des responsables républicains au niveau des États et au niveau local ont suivi son exemple. Lorsque des démocrates et plus rarement des républicains ne le suivaient pas, il a encouragé des manifestants d'extrême droite à « libérer » les États concernés.

LE SYSTÈME DE SANTÉ DES ÉTATS-UNIS: CHER ET MAUVAIS

Mais la responsabilité de cette terrible situation va bien au-delà de Trump et de ses thuriféraires, présents à la tête d'une partie de l'appareil républicain.

C'est le système de santé lui-même qui a largement aggravé la catastrophe. Dans ce système, aucun des acteurs importants

– compagnies d’assurances, grands hôpitaux, fabricants de respirateurs, de masques, de tests ou de médicaments – n’a fait quoi que ce soit pour se préparer à faire face à l’arrivée prévisible du Covid-19. Depuis des décennies, leurs propres médecins et scientifiques avaient alerté sur les risques de diffusion d’un nouveau virus qui pourrait être à la fois furtif, facilement transmissible, virulent et mortel. Mais comme dans tous les autres secteurs de cette économie capitaliste, ces grandes entreprises ont réduit les capacités au minimum afin d’accroître leurs excédents et leurs profits. Elles ont systématiquement supprimé tout ce qui dépassait les besoins effectifs : lits d’hôpitaux vides, unités de soins intensifs inutilisées, respirateurs surnuméraires, stocks d’urgence d’équipements de protection pour le personnel de santé, machines supplémentaires et fournitures de base pour effectuer des tests. Avoir des capacités supplémentaires, c’était laisser l’argent dormir, soit la pire des choses dans un système bâti sur la recherche du profit. Ils ont sans cesse supprimé des postes, si bien que le personnel restant ne pouvait plus faire face aux besoins, même en périodes normales.

Le système de santé n’a pas été du tout préparé à faire face à la pandémie. Durant les premières semaines, ces entreprises ont continué comme si de rien n’était. Lorsqu’il s’est avéré que le premier test développé par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention) était défaillant et inutilisable, les laboratoires indépendants et ceux des hôpitaux qui effectuent les analyses n’ont pas essayé de développer le leur. « Pourquoi l’auraient-ils fait ? Il n’y avait pas de marché »,

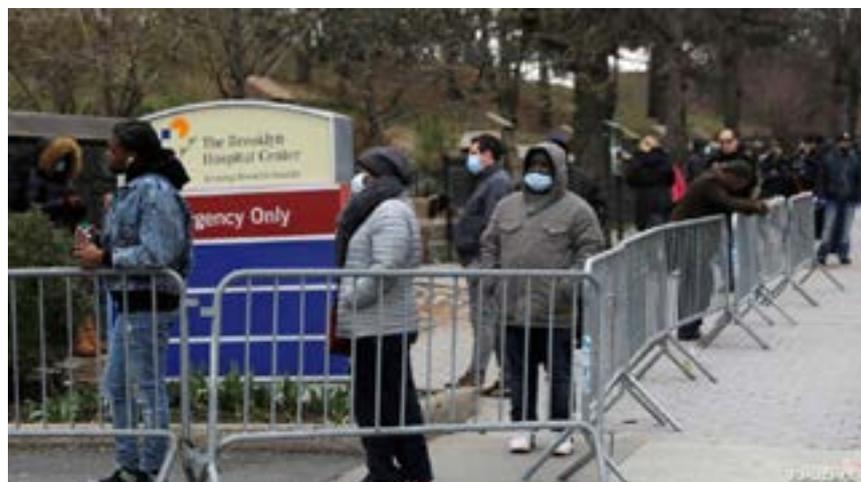
a expliqué Elizabeth Rosenthal dans le *New York Times* du 11 mai. « À l’époque, il n’était pas sûr que le coronavirus allait déboucher sur une pandémie, il n’y avait pas de code pour facturer un test et aucun indice du prix qui pourrait en être demandé. » Ces entreprises ont donc attendu des semaines, voire des mois, que la pandémie se propage et que l’État et les compagnies d’assurances leur garantissent un profit. « Effectivement, quelques mois plus tard, une fois que le code de facturation a été créé et que la prise en charge par le système d’assurance maladie Medicare¹ a été fixée à 51 dollars, les laboratoires ont pleurniché que ce prix ne couvrait pas leurs coûts et qu’il n’incitait pas à fournir une réponse adéquate. Peu après, la prise en charge a été doublée », écrit Rosenthal. De nombreux laboratoires ont profité des graves pénuries pour pratiquer des prix encore plus élevés.

Cette inaction constitue la toile de fond du désastre qui est à présent en train de se déployer. Le système de santé américain a abordé la pandémie en aveugle : les tests de diagnostic sont arrivés avec retard, en volumes insuffisants et ils n’ont pas permis de dé-

tecter précocement la propagation du virus. Des hôpitaux ayant un chiffre d’affaires de plusieurs milliards de dollars n’ont pas jugé utile d’équiper leur personnel de masques de protection. Rapidement, les services de santé locaux, qui sont chargés de contenir les maladies contagieuses, ont été submergés.

Dans les premiers mois de la pandémie, les foyers étaient concentrés à Seattle, à New York et dans le Nord-Est, à Detroit et à la Nouvelle Orléans. Mais peu de mesures furent prises pour se préparer à ce qui allait arriver dans de nombreuses autres régions du pays. Alors que nous écrivons ces lignes, après cinq mois de pandémie, on manque toujours de tout dans le Sud et l’Ouest : de tests, de masques, de lits d’hospitalisation et d’unités de soins intensifs. Les services de santé de ces régions sont à présent aussi submergés que l’a été celui de New York lorsque cet État a été frappé par le virus.

Près de 4000 milliards de dollars sont dépensés chaque année en frais de santé aux États-Unis, soit environ 11 000 dollars en moyenne par habitant. Les entreprises qui contrôlent ces sommes, et les ressources qui y sont associées, les ont utili-



Le 19 mars 2020 à New York, une file d’attente devant le Centre hospitalier de Brooklyn, un hôpital « filet de sécurité ».

1 Medicare : système d’assurance santé minimal mis en place en 1965 par le gouvernement fédéral des États-Unis au bénéfice des personnes de plus de 65 ans, des handicapés et de certains malades graves.

sées pour générer des richesses énormes pour leurs actionnaires et les personnes auxquelles elles sont liées. Dans tous les secteurs concernés, assurances, hôpitaux, cabinets médicaux et entreprises pharmaceutiques, des dirigeants percevaient des revenus annuels de plusieurs dizaines de millions de dollars en guise de récompense pour les attentions prodiguées à leurs banquiers et leurs investisseurs.

Cette énorme crise du système de santé a mis à nu l'absurdité de son fonctionnement. En temps ordinaire, ce système ne fournit que des soins de mauvaise qualité à la majeure partie de la population. Des dizaines de millions de personnes n'ont pas accès aux soins car elles n'ont pas d'assurance ou en ont une qui n'est pas appropriée. Les grosses entreprises de l'industrie pharmaceutique font des dizaines de milliards de dollars de profits en favorisant la dépendance de la population aux opiacés. Elles doublent, voire triplent les prix de médicaments vitaux, comme l'insuline utilisée dans le traitement du diabète, entraînant chaque année la mort de milliers de personnes qui ne peuvent plus s'acheter leur traitement. Ce système produit des taux de mortalité infantile élevés et a conduit, dans trois des quatre dernières années, à une baisse de l'espérance de vie.

Durant la pandémie, le désastre s'est démultiplié.

UNE SANTÉ PUBLIQUE AU BORD DE LA RUINE

Pour faire face à une telle épidémie, il aurait fallu disposer d'un système de santé publique organisé à l'échelle du pays, utilisant des ressources et des équipements modernes, avec un personnel formé et en nombre suffisant, un système unique présentant un degré

élevé de coordination, afin de diriger les ressources vers les sites qui en avaient le plus besoin. Tout cela nécessite un niveau de financement élevé.

Mais lorsque la pandémie a éclaté, le système de santé des États-Unis était dans un état de confusion totale. C'est ce qui explique que le pays ait été systématiquement à la traîne lorsqu'il a fallu effectuer des tests, tracer les contacts et suivre la propagation du virus. Comme les laboratoires publics ne possédaient pas les capacités pour effectuer les tests, des laboratoires privés ont été payés pour effectuer le gros de la tâche. Mais même lorsque les responsables de la santé publique et les laboratoires privés sont parvenus, tant bien que mal, à étendre les tests, ils ne possédaient toujours pas de système pour coordonner et traiter de manière appropriée l'avalanche des résultats.

La pandémie a mis en lumière ce qui est de fait une quasi-absence de tout système de santé publique unifié aux États-Unis.

Ce qui existe effectivement, ce sont près de 3 000 agences dans les États, les comtés, les villes et les petites communes. La somme de tous leurs budgets correspond à moins de 2 % de l'ensemble des dépenses de santé du pays. Même en temps normal, elles n'ont pas les moyens de remplir les tâches dont elles sont responsables : prévenir les maladies en suivant la progression des épidémies et en prenant les mesures nécessaires pour les endiguer, assurer le contrôle de la sécurité alimentaire, lutter contre les maladies sexuellement transmissibles, réduire la dépendance de la population aux opiacés, garantir la qualité de l'eau, etc.

Manifestement, financer la santé publique n'est pas une priorité. Les grandes entreprises ne peuvent pas faire autant de profits en assurant la

prévention des maladies et en améliorant la santé et la sécurité de la population. La quasi-totalité des dépenses de santé est générée par le traitement des maladies, alors même que ce choix est totalement contraire aux intérêts de la population, et bien plus cher que la prévention.

Depuis la crise financière de 2007-2008, qui vit l'État renflouer banques, constructeurs automobiles et compagnies d'assurances, les dépenses sociales ont subi une succession de coupes claires, et la santé à tous les niveaux a été particulièrement touchée. À l'échelle du pays, les agences de santé publique ont supprimé 60 000 emplois, soit le quart des emplois existant en 2008. L'agence de Detroit, par exemple, a été totalement démantelée, et 700 personnes ont perdu leur emploi lorsque la ville a été mise en faillite en 2013. Depuis, l'agence de santé publique a été en partie remise en place. Mais elle n'emploie que 200 personnes pour une population de 670 000 habitants. En Californie, après la récession de 2007-2008, l'État a fermé plus d'un quart de ses laboratoires d'analyses médicales. Si ces laboratoires avaient encore été en service, ils auraient pu contribuer à traiter les milliers de tests effectués quotidiennement pendant la pandémie. La Californie possède à présent autant de laboratoires pour ses 40 millions d'habitants qu'en 1950, alors qu'elle n'en avait que 10 millions.

Toutes ces coupes ont plongé les agences de santé publique dans une grande confusion, avec un mélange de technologies anciennes et nouvelles, et des normes de données qui ne répondent pas aux besoins des épidémiologistes. En pleine pandémie, les agences de la santé ne disposent pas d'un système unique pour transmettre les données sur la pro-

pagation du virus. Certaines envoient leurs résultats de test sous forme de flux de données, d'autres le font par téléphone, par courriel, par courrier ou par fax (technologie supposée conforme aux normes sur le respect de la vie privée en matière de données sur la santé). Souvent, ces résultats sont transmis en double, à un mauvais service, ou encore ne mentionnent pas des informations essentielles telles que le numéro de téléphone ou l'adresse du patient. L'absence d'une procédure numérique unique entrave la transmission des informations sur les contaminations et le suivi des contacts, cruciale pour ralentir la propagation de la maladie. De nombreux laboratoires privés ont été chargés d'une partie du travail, mais leur manque d'expérience dans le domaine de la santé publique n'a fait qu'accroître la confusion générale.

Ce pays qui produit une grande part de la recherche la plus élaborée au monde, des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies à des institutions privées comme les écoles de santé publique Johns Hopkins Bloomberg, Harvard's T.H. Chan et Columbia's Mailman, dépend d'un système de santé sous-financé, constitué d'une mosaïque de services qui ont souvent peu de relations entre eux.

L'arriération de la santé publique aux États-Unis est si scandaleuse que de grands journaux et magazines tels que *New York Times*, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times*, *Business Week* et le *Wall Street Journal* ont publié des articles qui appellent à des améliorations notables dans les départements de santé publique. Mais même aujourd'hui, en pleine pandémie, c'est le contraire qui est en train de se produire. Alors que le virus continue de



Ce centre médical Esperanza fait partie des rares établissements publics de Chicago qui accueillent les patients sans assurance pour un coût réduit.

se propager et touche de nouvelles zones, les États fédérés et les exécutifs locaux, confrontés à d'énormes déficits budgétaires du fait de l'aggravation de la crise économique, ont commencé à supprimer des postes et à mettre au chômage technique leurs employés déjà en sous-effectif.

Ces mesures ne peuvent que rendre la réponse à la crise sanitaire encore plus chaotique.

L'ESCROQUERIE DE L'ASSURANCE MALADIE À L'ÉPOQUE DU COVID-19

Le fonctionnement très particulier du système de santé états-unien est basé sur un mélange extrêmement compliqué entre diverses formes d'assurances privées liées à une activité salariée et des formes d'assurance publique. Cette situation est également un important facteur de propagation de la pandémie et d'augmentation du nombre de victimes.

Elle empêche des dizaines de millions de personnes de se faire tester ou de consulter un médecin si elles pensent être contaminées. Ces personnes ne peuvent simplement pas se le

permettre, soit parce qu'elles ne sont pas assurées (c'était le cas de 10 % de la population avant la pandémie), soit parce qu'elles ne le sont pas suffisamment, par exemple parce qu'elles ont des franchises élevées. Même les personnes ayant de faibles ressources, assurées dans le système Medicaid², seront nombreuses à ne pas pouvoir se faire tester car elles n'ont pas de médecin référent, seul moyen de se faire tester dans de nombreuses communes.

Étant donné que la première réponse du patronat à la pandémie a été de licencier massivement (plus de 40 millions de travailleurs avaient perdu leur emploi fin mai), des dizaines de millions de personnes et leurs familles ont perdu la couverture santé dont elles bénéficiaient avec leur emploi. Si certains peuvent s'affilier au système Medicaid ou à une assurance privée depuis la loi sur la Protection des patients et les soins abordables (Patient Protection and Affordable Care Act, surnommée Obamacare), ils n'ont accès, dans le meilleur des cas, qu'à une piètre couverture médicale. Tout cela signifie une attente bien plus longue pour effectuer les tests,

2 Medicaid: programme créé, comme Medicare, en 1965, pour fournir une assurance maladie minimale aux individus et familles à faible revenu. Il est géré conjointement par les États et le gouvernement fédéral.

obtenir les résultats et être admis aux Urgences, des soins de moindre qualité si on doit être hospitalisé et le risque que le reste à charge soit bien plus important, du fait que la nouvelle couverture maladie est bien moins complète.

En privant entièrement ou partiellement des millions de gens d'un accès aux soins, le système de santé des États-Unis contribue lui-même à propager le virus.

L'assurance maladie liée au contrat de travail est aussi une arme utilisée par les patrons pour imposer des conditions de travail dangereuses et dégradées. Elle incite en effet de nombreux travailleurs à ne pas prendre d'arrêt maladie, de peur de perdre leur couverture pour eux-mêmes et leur famille s'ils perdent leur emploi. Dans ce système, davantage de travailleurs tomberont malades ou se rendront malades à leur travail, ce qui risque également de favoriser les contaminations sur le lieu de travail, à la maison et dans le voisinage.

Durant la pandémie, les grands groupes vendant des assurances maladie ont augmenté leurs profits. Cela est devenu évident lorsque United Health Group (UNH), géant de l'assurance basé dans le Minnesota qui comprend notamment UnitedHealthcare (UHC), annonça que ses bénéfices s'étaient accrus de 6,8% au premier trimestre. Numéro un de l'assurance maladie aux États-Unis, UNH a présenté une rentabilité telle qu'il s'est délesté de 1,7 milliard de dollars ce printemps pour racheter 6,2 millions de ses propres actions.

Alors que les gens craignant les risques d'infection ne se rendaient pas aux Urgences et à l'hôpital, obéissant par là à une injonction du gouvernement visant à limiter l'admission de patients non Covid aux seules interventions dites nécessaires,

les compagnies d'assurances continuaient à encaisser les primes mais effectuaient moins de remboursements qu'en temps normal. Davantage de gens décédèrent d'autres maladies graves faute d'avoir pu être soignés.

Wendell Potter, ancien responsable de la compagnie d'assurance Cigna, tweetait : « *Alors que l'Amérique ne s'est pas remise de la crise du Covid-19, le secteur où j'ai travaillé, celui de l'assurance maladie privée, fait des super profits.* »

TRAITEMENT FATAL

Lorsque la pandémie éclata et que New York en devint l'épicentre, on sait que le gouverneur Andrew Cuomo n'arrêtait pas de répéter : « *Nous sommes tous dans le même bateau.* » Ce qui se passa à New York montre exactement le contraire.

Dès le début, les hôpitaux de prestige ne s'empressèrent pas de mettre en place des centres pour tester la population en ambulatoire. Ils laissèrent largement cette tâche aux quelques hôpitaux publics, appelés « filets de sécurité » (safety net hospitals), qui sont légalement tenus de traiter tous les patients, quelle que soit leur assurance maladie. Cette situation entraîna des queues énormes, accroissant encore les risques d'infection. De plus, les hôpitaux de prestige refusèrent généralement de partager leurs équipements de protection avec les établissements plus durement touchés.

Alors que le coronavirus faisait des ravages dans les quartiers défavorisés, contaminant les travailleurs mal payés et indispensables qui ne pouvaient pas rester chez eux, les hôpitaux « filets de sécurité » où on les envoyait étaient littéralement au bord de l'effondrement. Ainsi, à l'hôpital universitaire de Brooklyn, il y

avait des fuites au plafond et des conduites attaquées par la corrosion ont éclaté. Dans l'une des unités de soins intensifs, les barrières entre les patients étaient constituées de toile de bâche et de ruban adhésif. Quant aux infirmières, elles notaient les valeurs quotidiennes des patients sur papier et non dans un système informatique. Déjà à la limite de leurs capacités avant la pandémie, ces hôpitaux laissèrent des centaines de patients sur des brancards dans des couloirs, souvent sans infirmière ou médecin pour s'occuper d'eux. Certains moururent après avoir enlevé leur respirateur pour aller aux toilettes. Certains patients pauvres n'ont même pas pu bénéficier des techniques les plus basiques, comme être couchés sur le ventre. Aussi appelée décubitus ventral, cette technique a aidé beaucoup de patients à mieux respirer, mais comme elle nécessite de nombreuses personnes pour s'assurer que les tuyaux d'intraveineuse ne s'emmêlent pas, certains hôpitaux accessibles à tous n'ont pas été en mesure de la pratiquer.

En revanche, dans les centres hospitaliers privés de Manhattan, qui bénéficient de milliards de dollars de dotation et accueillent surtout des personnes aisées ayant d'excellentes assurances, c'était une autre planète. Les patients y avaient accès à des appareils de circulation extracorporelle et à des médicaments spécialisés comme le remdesivir, alors même que ceux des hôpitaux municipaux se voyaient refuser des traitements moins élaborés, tels que la dialyse en continu. Et de nombreux centres privés possèdent des lits qui se tournent automatiquement.

La disparité de traitement était si choquante qu'une vingtaine de médecins de l'hôpital presbytérien de New York, qui est le plus grand réseau d'hospitalisation privée de la ville, ont



SSIPA
GLASSBORO



JAY MALLIN



Le siège social de UnitedHealth Care, dans le Minnesota, et son PDG, Stephen Hemsley, qui mène la danse des profits.

rédigé un courrier aux administrateurs du réseau, attirant leur attention sur le fait que les gens mouraient deux fois plus vite dans un hôpital périphérique en sous-effectif que dans un hôpital central parfaitement équipé, et ce alors même qu'on n'y traitait pas les patients plus malades. Dans un autre grand réseau d'hospitalisation, NYU Langone Health, 43 internes ont envoyé leur propre courrier au médecin chef exprimant une préoccupation similaire.

Dans les hôpitaux accessibles à tous, le personnel, surmené et littéralement en état de siège devant l'afflux quotidien de patients, n'a pas été soulagé par d'autres hôpitaux. « *La cavalerie n'est pas venue nous sauver* », déclara le 1^{er} juillet au *New York Times* le docteur Ralph Madeb, directeur du pôle chirurgie de l'hôpital communautaire indépendant de New York, à Brooklyn. « *Tout ce que nous avons fait, nous avons dû le faire seuls.* »

Ce fossé a pu être observé dans l'ensemble du pays. Contrairement à ce que répétaient en boucle les responsables politiques et les médias, la plupart des gens ne sont pas morts simplement parce qu'ils étaient vieux ou avaient déjà des problèmes de santé. Un

facteur essentiel pour savoir si un patient a des chances de survivre ou non est sa classe sociale, puisque c'est elle qui détermine le type d'hôpital auquel il a accès et la qualité des soins qu'il recevra.

Parmi les malades et les morts, on ne compte pas que les patients mais également les travailleurs de la santé. Le virus a décimé leurs rangs : d'après un décompte effectué par le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC en anglais) début juillet, ils sont au moins 94 000 à avoir été contaminés et 500 à en être morts. Le CDC précise que ces chiffres ne sont pas complets, ce qui signifie qu'ils sont encore plus élevés, et la situation plus catastrophique. Il est certain que, même dans les meilleures conditions possibles, les travailleurs de la santé ont un risque plus élevé d'être testés positifs au coronavirus que le reste de la population. Mais la plupart des décès enregistrés sont liés à des conditions de travail très dangereuses, notamment des plages de travail très longues, dans des situations faisant penser à la médecine de guerre, et avec un manque chronique d'équipements de protection. Alors que le virus se déchaîne dans différentes parties du pays durement tou-

chées, pour la première fois, la situation non seulement ne s'améliore pas, mais elle empire. Des dizaines de milliers de travailleurs de la santé tombent malades, et certains meurent, du fait de conditions de travail exténuantes et angoissantes, et d'une pénurie chronique des équipements les plus élémentaires qui, en temps normal, ne coûtent que quelques cents. Ils diffusent ainsi le virus à la fois aux patients et à leur propre famille.

Le programme fédéral de sauvetage de l'hôpital mis en place en mars, doté de 175 milliards de dollars, ne fait qu'augmenter les disparités. En effet, l'aide est calculée en fonction du chiffre d'affaires des hôpitaux : les établissements les plus grands et les plus riches reçoivent donc l'aide la plus importante. Dans le même temps, les hôpitaux municipaux et ceux légalement accessibles à tous percevront une aide réduite, alors qu'ils ont supporté la part la plus importante du traitement des patients Covid-19.

LES ILLUSIONS SUR LE VACCIN

L'administration Trump continue d'alimenter l'espoir de mettre un terme à l'épidémie



Devant le Centre hospitalier de Brooklyn (un hôpital «filet de sécurité»), des soignants assistent des habitants venus se faire tester.

grâce à un tout nouveau vaccin contre le coronavirus avant l'élection de novembre. Le nom de ce programme fédéral intensif, Operation Warp Speed (Opération vitesse accélérée), en dit long sur les priorités de Trump. Celui-ci a vraiment besoin d'un coup gagnant le plus vite possible pour rétablir ses chances de remporter l'élection, surtout depuis l'accueil plus que mitigé à ses conseils d'injecter du chlore ou d'administrer de l'hydroxychloroquine pour vaincre le virus.

Le gouvernement a d'ores et déjà débloqué quatre milliards de dollars pour le développement d'un vaccin par six entreprises, dont deux sont des start-ups qui n'ont jamais produit ni médicament ni vaccin, et il prévoit encore des milliards d'argent fédéral supplémentaire. Plusieurs entreprises ont déjà commencé à mettre en place les infrastructures nécessaires à la production industrielle de vaccins dès le mois de septembre, sans avoir la moindre idée de ce qu'elles vont produire.

La course pour être la première entreprise à produire un vaccin qui marche est devenue une véritable ruée vers l'or, étant donné que les profits escomptés se chiffrent en dizaines, voire en centaines de milliards de dollars. La moindre rumeur ou le moindre signe d'un essai clinique réussi a entraîné une vague de spé-

culatation à la Bourse et transformé du jour au lendemain en milliardaires quelques responsables d'entreprises et investisseurs.

Mais il y a un hic : les vaccins en cours de développement pourraient ne pas être sûrs, ou pas efficaces. De plus, le risque existe toujours qu'ils aggravent la maladie. En temps normal, de nombreuses années de recherche et d'essais rigoureux sont nécessaires pour s'assurer qu'un vaccin est à la fois sûr et efficace. Très souvent, les chercheurs échouent complètement. Ainsi, cela fait près de 40 ans qu'ils essaient en vain de développer un vaccin contre le VIH-sida. *« Si vous devez utiliser un vaccin sur des milliards de personnes, vous auriez intérêt à savoir comment il agit... Nous avons vu dans le passé, avec la grippe porcine, que le vaccin faisait plus de mal que de bien. Nous n'avons pas une grande expérience de l'introduction rapide de vaccins en pleine pandémie »,* a déclaré Kenneth Frazier, dirigeant de Merck, laboratoire qui est aussi en train de développer un vaccin.

Il remarque par ailleurs que tout ce discours sur le vaccin qui mettra un terme à la pandémie en très peu de temps, *« les responsables politiques s'en servent pour dire aux gens de ne pas faire ce qu'ils devraient faire, par exemple porter ce satané masque, vous voyez ? »*. Et on peut ajouter que ce discours sert aussi d'alibi à des autori-

tés qui ne veulent ni fournir les équipements de protection nécessaires, ni effectuer les tests et assurer le traçage à des niveaux efficaces, ni financer correctement les centres hospitaliers qui ont été systématiquement submergés.

Trump a dit clairement qu'il préparait une surprise pour octobre, à la veille de l'élection, faisant un battage autour d'un nouveau vaccin, de même que, depuis le début, il a cherché toutes les excuses possibles pour proclamer que la pandémie était déjà derrière nous, ou au moins que nous pouvions *« apprendre à vivre avec elle »*.

LE SYSTÈME DE SANTÉ DES ÉTATS-UNIS : RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

La pandémie a mis en lumière l'état du système de santé états-unien : il est pourri jusqu'à la moelle. Des responsables politiques, des experts en politique de la santé, des journaux et revues économiques ont lancé des appels à le réformer. Parmi les idées actuellement discutées, on peut citer l'extension de l'Obamacare, l'adoption d'une loi Medicare for All (Medicare pour tous), l'extension du système de santé publique ou encore l'adoption de réglementations et de contrôles sur le prix des médicaments.

Bien entendu, le système de santé a déjà été réformé auparavant. Mais même dans la situation la plus favorable, lorsque Medicare et Medicaid furent introduits sous la pression du mouvement des droits civiques engagé par les Noirs dans les années 1960, les quelques bénéfices obtenus par la population laborieuse furent rapidement rognés par le complexe médico-industriel, ce qui fit de ces programmes un système de plus en plus chaotique caractérisé par des inégalités de classe grandissantes.

Le système de santé actuel découle de la façon dont le capitalisme s'est développé aux États-Unis. Pendant près d'un siècle, la bourgeoisie a considéré la santé comme un secteur permettant de faire du profit. Et cette situation n'a fait que s'aggraver avec le temps. Aujourd'hui, étant donné sa taille, le système de santé est l'un des principaux moyens par lesquels les capitalistes extorquent des richesses à la société. Le système de santé est véritablement un secteur marchand, dans lequel les grandes compagnies d'assurances, les grands hôpitaux et les grands laboratoires évincent les petits. La concentration et la tendance à la création de monopoles s'accroissent. Dans le même temps, les grands groupes financiers s'implantent dans différents secteurs de la santé : ils achètent des hôpitaux, forment des regroupements de médecins et recrutent du personnel, deviennent fournisseurs de soins, gèrent des Ehpad afin d'extraire du profit, de piller et de voler.

Le système actuel n'a pas pour but de fournir les soins nécessaires à la population, mais de fournir davantage de profits à la bourgeoisie.

Si le système de soins des autres pays « avancés » est quelque peu différent, c'est qu'il a connu un développement assez différent. Le système de santé de ces pays a été mis en place depuis bien plus longtemps avec pour objectif de maintenir la force de travail en état, et les coûts en ont donc été davantage contrôlés et réglementés par l'État, qui décida également de l'organiser



Fin juillet, depuis la Maison blanche, Trump promet un vaccin avant la fin de l'année 2020. C'est son Operation Warp Speed (vitesse accélérée).

comme un tout centralisé. Mais maintenant les gouvernements de tous ces pays réduisent également les dépenses de santé afin de financer davantage de baisses d'impôts et de subventions pour leurs propres capitalistes, comme aux États-Unis, et des pans entiers de ces systèmes sont privatisés. Tous ces systèmes de santé sont également en train de se déliter.

Aux États-Unis, première puissance capitaliste au monde, ce processus est simplement plus avancé qu'ailleurs.

Ce que les travailleurs, plus que d'autres, ont subi depuis le début de la pandémie est complètement fou. Les coûts humains sont d'ores et déjà immenses... Et ils continuent de s'accroître. Mais il serait illusoire de croire qu'il existe une solution d'ordre législatif à ce problème. Les capitalistes n'ont pas modifié le mode de fonctionnement de leur système de santé pour sauver des vies en pleine pandémie. Ils

ne vont donc certainement pas accepter la moindre réforme d'importance qui pourrait réduire leurs profits, pas au beau milieu d'une crise économique sévère, étant donné le rôle de réservoir à profits que joue le système de santé.

En dernière analyse, déterminer comment le système de santé est organisé et quels intérêts il sert revient à poser la question de la classe sociale qui détient le pouvoir. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie. Mais la classe ouvrière pourrait s'organiser en classe dominante pour arracher le système de santé à l'étreinte mortelle des capitalistes. Il ne fait aucun doute qu'il est de l'intérêt des travailleurs de se débarrasser du chaos et des inégalités de classe engendrés par le système actuel, et de s'assurer que les énormes progrès scientifiques réalisés dans le domaine de la santé publique et de la médecine profitent à toute la population.



Le chômage, armée de réserve permanente du capital

La pandémie du Covid-19 a accéléré, en l'aggravant, la crise de l'économie capitaliste et précipité une large fraction des classes exploitées dans le chômage. Des dizaines de millions de travailleurs ont perdu leur emploi aux États-Unis, la première puissance impérialiste. Combien d'autres, qui n'ont jamais travaillé, seront dans l'incapacité d'en trouver un dans la période qui s'ouvre ? Il en va de même dans l'Union européenne, malgré l'adoption par la plupart des États membres de mesures de chômage partiel, qui en atténuent quelque peu les effets immédiats. À l'échelle de la planète, un nombre incalculable de travailleurs, d'indépendants, de commerçants, de petits agriculteurs sont menacés dans leurs moyens d'existence.

LE CHÔMAGE DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Observant, dans la période d'expansion des forces productives capitalistes, le maintien d'importants contingents de chômeurs, chassés des entreprises ou laissés à leurs portes,

Marx et Engels parlèrent d'une armée de réserve industrielle à la disposition de la bourgeoisie dans son combat contre la classe ouvrière. Le terme soulignait combien les rapports entre les classes étaient marqués par la violence et ne pouvaient avoir d'autre issue qu'une lutte à mort. Il souli-

gnait aussi un problème majeur pour le prolétariat : comment faire face à la concurrence entre travailleurs, imposée par la bourgeoisie, comment empêcher que les plus isolés, les moins conscients, les plus affamés soient enrôlés par les classes possédantes, et comment gagner cette fraction du



Paris, 1831 : chômeurs rassemblés dans l'attente d'une embauche incertaine : maçon en blouse, ouvrier de l'industrie, artisan, mère de famille, «peuple misérable» comme il est écrit sous la gravure.

prolétariat au combat commun contre le capitalisme et pour le communisme ?

Les fondateurs du socialisme scientifique démontrèrent que, loin d'être un accident, un phénomène imprévisible ou marginal, le chômage est indissociable de la production capitaliste. C'est le propre du régime du salariat d'avoir fait disparaître toutes les formes d'entraves à la liberté de l'embauche et du licenciement des ouvriers par les entrepreneurs. Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), Engels fut le premier à montrer le rôle de cette « réserve de travailleurs sans emploi ».

D'une part, elle permettait d'accroître la production dans les périodes de forte activité en fournissant des bras prêts à l'emploi, tout en laissant au patronat les mains libres pour réduire à d'autres moments l'activité en rejetant à la rue une fraction de la force de travail. Cette réserve, précisait Engels, « c'est la "population excédentaire" [...] qui végète péniblement, mendiant et volant, balayant les rues et y ramassant le crottin, faisant de petits charrois à l'aide d'une brouette ou d'un âne, vendant au coin des rues, ou accomplissant quelques petits travaux occasionnels. »

D'autre part, l'existence de cette réserve permettait à la bourgeoisie d'exercer une pression constante sur les travailleurs, en menaçant d'écarter tous ceux qui lui résistaient pour les remplacer par des travailleurs avides de retrouver un gagne-pain, et en maintenant les salaires au plus près du strict minimum permettant la reproduction de la force de travail. Le mouvement ouvrier dut mener un long combat pour neutraliser ou gagner à sa cause les briseurs de grève, les lumpen-prolétaires réduits à une grande détresse matérielle, physique et morale que les « rois de la mine et du rail » lan-

cèrent contre les travailleurs.

Cette armée de réserve était également alimentée par l'exode rural qui vidait les campagnes des pays dans lesquels l'industrialisation progressait à marche forcée. La fin du serfage en Russie, en 1861, sous la pression du capitalisme occidental, tout comme, quatre ans plus tard, l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, libérèrent à leur tour des millions de bras attachés jusque-là à la terre et soumis au joug des grands propriétaires fonciers. L'arrivée continue et la circulation de travailleurs migrants dans les pays où l'industrie se renforçait constituait une dernière source alimentant cette réserve. Là encore, les militants socialistes et leurs organisations parvinrent, non sans difficultés et non sans luttes, à imposer progressivement l'idée que les prolétaires ne formaient qu'une seule classe à laquelle sa cohésion, doublée d'un programme politique révolutionnaire, donnerait un caractère invincible.

« UN RESSORT RÉGULIER DE LA PRODUCTION DES RICHESSES »

Dans le chapitre xxv du livre premier du *Capital* (1867), Marx revient sur ce mécanisme de « production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve ». Il y voit une des lois de l'accumulation capitaliste, « un ressort régulier de la production des richesses ». Marx montre que cette surpopulation, liée à l'essor de la grande industrie capitaliste, est indispensable à la bourgeoisie à diverses étapes du cycle de reproduction du capital. Au point de former « une condition d'existence de la production capitaliste », « une armée industrielle qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais », fournissant « la matière

humaine toujours exploitable et toujours disponible ».

Sa présence s'expliquait en partie par des raisons techniques, comme l'essor du machinisme et de la productivité, mais avant tout par le caractère anarchique même de l'économie capitaliste : l'existence d'une masse de chômeurs était indispensable au grand capital pour développer de nouvelles branches de production, pour remplacer des travailleurs qualifiés par des moins qualifiés, pour suivre les mouvements chaotiques des marchés régulant a posteriori la production et la compétition entre les capitalistes à l'échelle nationale et, de plus en plus, internationale.

Cette masse sous-employée, soulignait Marx, a toujours coexisté avec « l'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif » et a augmenté la pression pour forcer les travailleurs « à subir plus docilement les ordres du capital. » Sans résistance ouvrière, la non-exploitation des uns, rendus oisifs, entraîne et amplifie mécaniquement la surexploitation des prolétaires au travail.

Marx cite dans le même chapitre du *Capital* un tract de 1863, rédigé par des ouvriers des usines textiles de Bolton, dans la région de Manchester, protestant contre la volonté du patronat local d'augmenter leur temps de travail, de 12 à 13 heures par jour, alors même que des milliers de leurs camarades restaient sur le carreau : « Les victimes du travail excessif ressentent l'injustice tout autant que ceux que l'on condamne à l'oisiveté forcée. Si le travail était distribué d'une manière équitable, il y aurait dans ce district assez de besogne pour que chacun en eût sa part. Nous ne demandons que notre droit en invitant nos maîtres à raccourcir généralement la journée tant que durera la situation actuelle des choses, au lieu d'exténuer

les uns de travail et de forcer les autres, faute de travail, à vivre des secours de la bienfaisance.»

Face au « il faut travailler davantage » des bourgeois de l'époque, ils répondaient par la demande, de bon sens, de la répartition du travail entre tous.

Mais pour Marx, et tous ceux qui sont restés fidèles aux perspectives communistes qu'il avait tracées, le seul moyen d'en finir avec le chômage ainsi qu'avec tous les autres fléaux liés à l'exploitation capitaliste ne pouvait être que l'abolition du salariat. Les revendications visant à desserrer quelque peu l'étau de l'exploitation étaient des objectifs de lutte indissociables de cette perspective.

LE CHÔMAGE DANS UN SYSTÈME CAPITALISTE À L'AGONIE

Au cours du 20^e siècle, le chômage et toutes les formes de sous-emploi qui l'accompagnent sont restés des traits quasi permanents de l'économie capitaliste. Et les militants communistes révolutionnaires n'ont cessé d'être confrontés à ce problème.

En 1917, face à l'effondrement de l'économie capitaliste, aux menaces de famine, la classe



Chômeurs devant l'hôtel de ville de Cleveland, pour postuler à un emploi pendant la Grande Dépression.

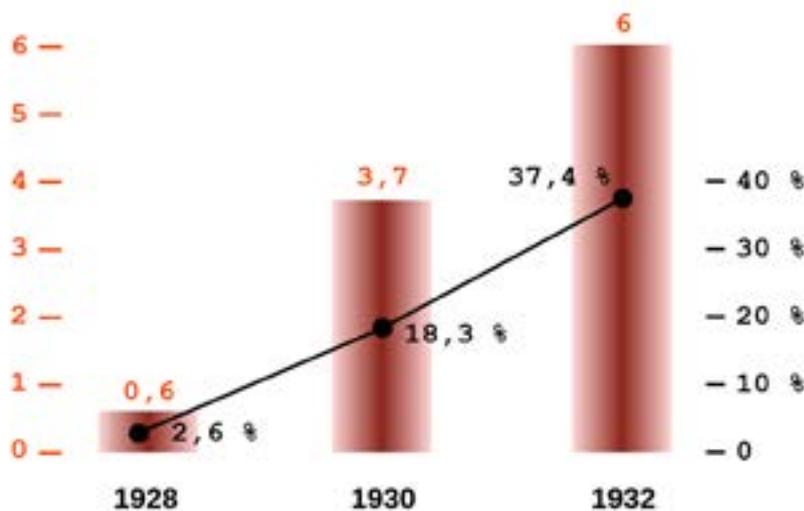
ouvrière de Russie répondit en imposant son contrôle au travers de ses organisations, comités d'usines et soviets: un contrôle ouvrier sur la durée du temps de travail, les embauches, les licenciements et plus généralement la production. Celui-ci fut effectif dans la majorité des grandes entreprises avant même la prise du pouvoir dirigée par le Parti bolchevique en octobre.

Au cours de la crise des années trente, le chômage de masse, touchant jusqu'à un tiers des travailleurs, est devenu le symptôme le plus concret, mais aussi le plus brutal, du

degré de décomposition d'une économie basée sur la propriété privée des moyens de production et la loi du profit.

Comme toutes les crises de surproduction du capitalisme, cette Grande Dépression se traduisit par la destruction (ou la mise à l'arrêt) de vastes forces productives, de marchandises et de récoltes ne trouvant plus preneurs sur les marchés. L'étatisme vint au secours de la bourgeoisie, sous la forme brutale du fascisme et du militarisme dans plusieurs pays d'Europe et notamment en Allemagne, et sous celle de la politique de grands travaux et d'injection massive de fonds dans le système bancaire avec le New Deal aux États-Unis. Mais à la veille de la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, le chômage y touchait encore, selon les chiffres officiels, plus de dix millions de travailleurs, soit près de 17% de la population active. Seule la marche à la guerre et la militarisation de la société allaient en quelque sorte y remédier. Mais c'était pour replonger l'humanité dans une barbarie plus meurtrière que celle qui avait dévasté le monde un quart de siècle plus tôt.

Le relatif essor de la production qui suivit la Deuxième



En Allemagne, entre 1928 et 1932, la montée du nombre de chômeurs (en millions) et celle du pourcentage de voix obtenues aux élections législatives par le parti de Hitler.

Guerre mondiale entraîna la disparition relative du chômage dans les principales citadelles de l'impérialisme. La bourgeoisie dut même de nouveau recourir dans plusieurs pays, comme la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis, où ce flux avait été stoppé dès les années vingt, à une main-d'œuvre immigrée jouant le rôle d'armée de réserve. D'autant plus que les campagnes, déjà largement vidées de leurs forces vives, ne pouvaient plus lui fournir les bras qui faisaient défaut.

Mais dès le début des années 1970, la crise de surproduction, avec son cortège de faillites et de licenciements, que nombre d'économistes considéraient comme relevant d'un passé à jamais révolu, frappait de nouveau.

Et depuis, malgré les courtes périodes de redémarrage de la production et des échanges, liées principalement à une nouvelle phase de la mondialisation, le chômage de masse et le sous-emploi n'ont jamais cessé de peser sur la condition ouvrière. Dans la première puissance impérialiste, les États-Unis, les données officielles masquaient jusqu'à ces derniers mois, derrière un prétexte du plein-emploi, que les économistes définissent lorsque le taux de chômage est inférieur à 3%, voire 5%, la paupérisation croissante d'une large fraction des travailleurs.

Tous les gouvernements ont en effet à leur disposition une large palette d'instruments pour prétendre « régler » la question du chômage ou en « inverser la courbe ». Les travailleurs les plus anciens ont été placés en préretraite ou dispensés de recherche d'emploi, d'autres ont été placés en invalidité, trimbballés de formation en formation et sortis des statistiques.

Ce camouflage statistique a accompagné les attaques répétées contre les travailleurs :

réduction drastique des droits et indemnités des chômeurs, remise en cause du droit du travail et de nombre de limites légales aux licenciements, y compris dans la fonction publique, flexibilité des horaires, généralisation des temps partiels imposés, gel des salaires, etc. Partout, faute d'une réaction massive des travailleurs, la même tendance a été observée. Les pays développés où les chiffres officiels du chômage ont reculé sont ceux où, à l'instar des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou des Pays-Bas, cette politique a été poussée le plus loin, avec, dans la plupart des cas, la passivité voire la complicité active des bureaucraties syndicales. Symboles de cette évolution : les contrats zéro heure au Royaume-Uni, selon lesquels le travailleur doit rester à la disposition de l'employeur sans que ce dernier soit tenu de lui garantir une durée de travail minimum, ou les réformes Harz en Allemagne au début des années 2000, permettant au patronat de profiter d'une main-d'œuvre payée aussi peu qu'un euro de l'heure, qui ont transformé plus de dix millions de salariés en travailleurs pauvres.

En France, cette précarisation s'est manifestée par l'explosion des contrats à durée déterminée et de l'intérim, ramenant progressivement des millions de salariés, et en premier lieu les plus jeunes, dans une nouvelle armée de réserve toujours disponible, mais aussi jetable, pour le patronat. Ainsi, la part des CDD a progressé au point de représenter 87% des embauches en 2017. Près d'un tiers de ces contrats n'étaient alors que d'une seule journée !

Partout sont apparues ces formes nouvelles de l'esclavage moderne que sont les statuts d'indépendants, d'auto- (ou micro-) entrepreneurs et de travailleurs « ubérisés », autres

expressions de ce recul de la condition ouvrière et qui camouflent mal un sous-emploi croissant.

Au fond, le plein-emploi relatif des années 1950 à 1970, survenant après les destructions de la Deuxième Guerre mondiale et la mort de dizaines de millions de prolétaires, n'apparaît plus que comme une période intermédiaire ayant préparé la crise suivante durant laquelle les quelques entraves à l'exploitation acceptées par les bourgeoisies les plus repues du monde impérialiste volent les unes après les autres en éclats.

VERS UN CHÔMAGE PARTIEL GÉNÉRALISÉ ET PERMANENT ?

Ces attaques ont également pris la forme d'une sorte d'institutionnalisation des procédures de mise en chômage partiel. En France, les premières dispositions pour faire face aux « à-coups du ravitaillement des établissements industriels en matières premières ou en charbon » remontent à la Première Guerre mondiale. Malgré plusieurs textes pour en assouplir les conditions d'application, et la mise en place en 2009 de l'APLD (activité partielle de longue durée), le recours au chômage partiel est cependant resté longtemps assez marginal. Lors de la crise financière déclenchée en 2007, le chômage partiel n'avait touché que 300 000 salariés, contre une douzaine de millions au plus fort de la pandémie du printemps 2020, date à laquelle l'État a assuré la totalité des dépenses, y compris celles revenant jusque-là au patronat.

Il n'en est pas de même en Allemagne et en Italie. Dans la première puissance économique européenne, l'instauration du chômage partiel a été engagée dès la fin du 19^e siècle dans l'industrie du tabac, avant

d'être renforcée et généralisée à tous les secteurs industriels dès la fin de la Première Guerre mondiale, puis intégrée dans la loi sur l'emploi et l'assurance chômage de 1927. Lorsque, deux ans plus tard, l'économie s'effondra, 20 % des salariés furent touchés par ces mesures. Ce fut de nouveau massivement le cas au lendemain de la réunification en 1990, puis, lors de la crise des subprimes de 2008. Or, au chômage partiel, les travailleurs ne touchent plus que 60 % de leur salaire net (67 % pour ceux ayant des enfants), sauf accord de branche (dans la chimie la prise en charge est de 90 %). Cela s'accompagne d'une flexibilité accrue sur les horaires de travail et les salaires, l'explosion du travail à temps partiel et des emplois dits « atypiques » (intérim, « mini-jobs »), la mise en place de comptes épargne-temps permettant aux patrons de ne pas payer d'heures supplémentaires, etc. Et ce, depuis son origine, en y associant, de « compromis » en « compromis », les bureaucraties syndicales à toutes les étapes. Pour la seule crise de 2008-2009, on estime que ces mesures, dont le coût est évalué à 5 milliards, avaient permis au patronat d'économiser 44 milliards d'euros!¹

En Italie, le régime de chômage partiel a été intégré depuis son origine au système d'indemnisation du chômage. Mise en place de façon provisoire par le régime fasciste en 1941, la Cassa integrazione guadagni (CIG) ou caisse de compensation salariale est devenue structurelle dans l'après-guerre. L'un de ses objectifs était d'aider les capitalistes à conserver leur main-d'œuvre et à parer le fonctionnement chaotique de la production. Après l'Allemagne, l'Italie a été ces dernières décennies, et plus particulièrement depuis les an-

nées 1980, le pays qui a eu le plus recours au chômage partiel, sous sa forme « ordinaire » (limitée à un an) et « extraordinaire » (qui peut s'étendre sur plusieurs années).

La contrepartie du maintien du contrat de travail, qui ne protège cependant pas d'un licenciement collectif, a été là aussi une réduction massive des salaires (d'environ 20 %, avec un plafond mensuel équivalent peu ou prou au smic français). La flexibilité a été généralisée, y compris le prêt de main-d'œuvre, au nom de la « mobilité externe » des salariés, nombre d'entre eux étant mis dans des formations bidon censées leur assurer un retour à l'emploi.

Financé en partie par les cotisations des salariés, le chômage partiel a été généralisé là encore en s'appuyant sur les appareils syndicaux, qui ont pris une part active aux référendums organisés dans les entreprises pour faire avaler les plans de suppressions d'emploi déguisés. Leurs dirigeants ont présenté ces mesures comme un moindre mal pour les travailleurs, leur permettant d'être « plus attractifs sur le marché du travail » grâce à une meilleure « employabilité », les exonérations permettant au patronat de bénéficier d'une main-d'œuvre très bon

marché. Malgré la paupérisation croissante et l'explosion du chômage, ils continuent à prétendre que la baisse des salaires garantit le maintien de l'emploi du plus grand nombre. C'est ainsi que des centaines de milliers de travailleurs ont été placés dans des situations de chômage quasi permanent, les plus anciens en attendant de pouvoir toucher leurs retraites, sans pour autant être rayés des effectifs des entreprises.

**POUR EN FINIR
AVEC LE CHÔMAGE,
IL FAUT RENVERSER
LA DOMINATION
DE LA BOURGEOISIE**

Combattre le chômage en tant que tel n'a en réalité aucun sens, sauf à se positionner, comme tous les politiciens de gauche, en gestionnaires de l'ordre social bourgeois. L'essentiel de la propagande des militants révolutionnaires est de convaincre qu'il n'existe aucune issue réformatrice à la crise, aucune solution dans le cadre de l'économie capitaliste.

C'est dans cette perspective que nous avons avancé durant des années le mot d'ordre d'interdiction des licenciements. Une telle mesure pour stopper l'hémorragie d'emplois, qui sévissait dans les années 1990,



New York, 2020 : distribution de nourriture dans le quartier du Queens.

1 Thomas Koch, Joël Massol, « Le chômage partiel en Allemagne: le "remède miracle" dans la crise? », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2014/4 (n° 210), pp. 67-85.

n'aurait pu être imposée que par une mobilisation massive et puissante de la classe ouvrière remettant en cause le pouvoir patronal dans les entreprises et la domination même de la bourgeoisie.

Le Parti communiste et la CGT reprirent en partie cette idée, mais en la limitant aux seuls « licenciements boursiers » ou aux entreprises ayant reçu des subventions publiques et versé des dividendes ; et surtout en se gardant bien d'expliquer comment l'imposer à la bourgeoisie. Dans un projet de loi déposé en 2012, le PCF entendait ainsi en confier l'application à l'inspection du travail. « Interdire les licenciements » était devenu un slogan électoral sans contenu ou une supplique envers l'État de la bourgeoisie.

Il est revenu ces derniers mois dans les propos de ces mêmes organisations, auxquelles s'ajoute la France insoumise, qui y mêle désormais tout un fatras souverainiste revendiquant un « État stratège » relançant la production nationale. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, alla jusqu'à évoquer l'idée d'une interdiction temporaire des licenciements à la mi-mars... avant de l'écartier aussitôt. Le gouvernement de gauche en Espagne, par l'intermédiaire de la ministre du Travail, Yolanda Díaz, membre du Parti communiste, a passé un décret allant dans ce sens le 27 mars dernier. Mais ce texte n'a en rien freiné l'avalanche de destructions d'emplois en Espagne et il ne pouvait en être autrement. Car rien n'arrêtera la catastrophe en cours. Sauf la force collective des travailleurs et leur combat pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Dans une certaine mesure, répartir le travail entre tous n'est pas davantage en lui-même un mot d'ordre remettant en cause la loi du profit et la domination

de la bourgeoisie.

En 1938, une discussion entre Trotsky, en exil au Mexique, et l'Américain Abraham Plotkin, responsable du Syndicat international des ouvriers de la confection féminine, illustre à quel point la revendication de répartition du travail, avancée alors par Trotsky face au chômage, pouvait être vidée de sa substance révolutionnaire et se retourner en une arme contre les travailleurs.

Plotkin — *Par sa politique, notre syndicat s'efforce d'éviter le chômage total. Nous avons procédé à la répartition du travail entre les membres des syndicats, tout en maintenant le taux horaire existant.*

Trotsky — *Et quelle proportion de leur ancien salaire les ouvriers touchent-ils aujourd'hui ?*

Plotkin — *À peu près 40 %.*

Trotsky — *Mais c'est monstrueux ! Vous avez obtenu l'échelle mobile des heures de travail en gardant l'ancien salaire horaire, ce qui revient à faire porter aux ouvriers tout le poids du chômage. En permettant que chaque ouvrier sacrifie les 3/5 de sa paie, vous libérez la bourgeoisie de l'obligation de soutenir les chômeurs par ses propres ressources.*

Plotkin — *C'est en partie vrai. Mais que faire ?*

Trotsky — *C'est tout à fait vrai, pas « en partie ». Le capitalisme américain souffre d'un mal chronique et incurable. Pouvez-vous consoler vos ouvriers avec l'espoir que la crise actuelle n'est que passagère, qu'ils vont bientôt connaître une ère de prospérité ?*

Plotkin — *Personnellement je n'ai à ce sujet aucune illusion. La plupart d'entre nous comprennent que c'est une phase de déclin qui a commencé pour le capitalisme américain.*

Trotsky — *Mais cela signifie*

que vos ouvriers vont toucher demain 30 % de leurs anciens salaires, 25 % après-demain et ainsi de suite. C'est vrai qu'une amélioration passagère est possible et même probable, mais la tendance générale est au déclin, la dégradation et la misère. Déjà dans le Manifeste communiste, Marx et Engels l'avaient prédit.²

La répartition du travail entre tous n'a de sens qu'associée au maintien des salaires et à leur indexation sur les prix, pour empêcher qu'ils soient amputés par l'inflation. Cette idée ne peut devenir un levier pour les révolutionnaires et la classe ouvrière que si elle s'inscrit dans un ensemble de mesures orientées, sous le contrôle actif des travailleurs, vers la seule issue possible, le renversement de la bourgeoisie.

C'est encore dans ce sens-là que cette revendication retrouve toute sa force et son actualité et qu'elle peut permettre aux travailleurs de résister et de passer à la contre-offensive.

UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT

Dans *Le programme socialiste* (1892), Kautsky expliquait que l'armée de réserve des chômeurs n'avait pas de prix pour les capitalistes car elle leur permettait de « tenir en bride ceux qui travaillent ». Et il ajoutait : « Mais que signifie le chômage ? C'est non seulement la misère pour les intéressés, c'est non seulement la sujétion et l'exploitation augmentées pour ceux qui travaillent, c'est encore l'insécurité de l'existence pour toute la classe ouvrière. » L'explosion actuelle du chômage ressuscite cette insécurité jusque dans les principales puissances impérialistes en menaçant tous les « amortisseurs sociaux » qui atténuaient jusqu'ici certaines des conséquences les plus dra-

2 Léon Trotsky, *Une discussion avec Plotkin* 29 septembre 1938, *Œuvres*, volume 18, Paris, Institut Léon Trotsky, 1984, pp. 334-342.



Travailleurs indiens ayant perdu leur emploi et réduits à retourner dans leurs villages d'origine, au printemps 2020.

matiques du fonctionnement de l'économie capitaliste. Aucune catégorie de travailleur ne peut se considérer à l'abri ou protégée par sa branche d'activité, son statut ou sa qualification comme n'ont cessé de le faire croire les bureaucraties syndicales. Faute d'un sursaut de combativité, la classe ouvrière verra sa condition alignée sur celle de sa fraction la plus nombreuse et la plus pauvre d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique.

Dans les pays riches, des dizaines de millions de travailleurs et de familles populaires sont en attente d'un logement décent, d'infrastructures de transport en quantité, alors que les ponts et autoroutes manquent d'entretien et d'investissement au point de s'effondrer ; il manque des hôpitaux et du personnel pour les faire fonctionner, des établissements pour accueillir et accompagner dignement les personnes âgées, des crèches, des

écoles, des places en université, etc. Et c'est dans cette société où les besoins à satisfaire sont innombrables que le chômage de masse, non seulement n'a jamais disparu, mais s'aggrave, tandis que la grande bourgeoisie étouffe dans sa graisse ! Cette simple énumération suffit à condamner le capitalisme et justifie le combat des révolutionnaires pour bâtir une société communiste débarrassée de cette classe parasite et du profit qui gangrène tous les organes de la société.

La domination de la bourgeoisie s'accompagne en outre d'un pillage en règle de toute la planète et la phase actuelle de la crise du capitalisme se traduit déjà par le règne du chaos et de la misère. En Inde, au Brésil, comme dans de nombreux États d'Afrique, la faim menace la majeure partie de la population, privée d'emploi et du moindre revenu. Cette situation peut fournir le terreau

aux révoltes et aux révolutions de demain, à condition que les travailleurs parviennent à prendre conscience de leurs intérêts communs et de leur force, à s'orienter et à retrouver le chemin de la lutte de classe et des idées communistes révolutionnaires. Aux militants et aux organisations qui se réclament de cette perspective d'œuvrer pour les y aider.

Faute de quoi, d'autres forces sociales, d'autres courants politiques, tous hostiles à la classe ouvrière et à tous les exploités, ne manqueront pas de s'imposer.

L'armée du prolétariat, pour reprendre les termes de Marx, que constituent les forces aujourd'hui dispersées ou divisées de la classe ouvrière à travers le monde, est la seule à pouvoir sortir l'humanité de la barbarie dans laquelle le capitalisme la plonge aujourd'hui inexorablement.

7 septembre 2020



Le télétravail, c'est toujours l'exploitation

Depuis le 2 septembre, patronat et syndicats ont repris les négociations sur le télétravail. Sa généralisation massive, dans l'urgence de la crise sanitaire, a accéléré un processus qui était déjà en cours. Au point qu'un dirigeant du groupe automobile PSA parle d'une « nouvelle norme du travail », et le premier ministre Jean Castex d'un « fait de société ».

Avec le confinement, les patrons ont su utiliser un contexte où le télétravail semblait une évidence. Mais ils l'avaient dans le viseur depuis longtemps. Au-delà de l'évolution de l'économie, avec une place plus grande prise par les services, il fallait aussi qu'il soit techniquement possible, avec l'usage largement répandu de l'ordinateur et d'Internet.

Depuis près de quinze ans, de plus en plus de services, comme les banques et les assurances, mais également certains secteurs de la production industrielle, tels que l'administratif, le commercial ou la recherche et développement, ont étendu le télétravail. Qu'il soit régulier ou occasionnel, il était toujours au volontariat, et les volontaires ne manquaient pas, à cause du temps perdu dans les transports en commun et les embouteillages.

Lors de l'épidémie, l'extension soudaine du télétravail a touché plus de 25 % des salariés. Entre cinq et huit millions d'entre eux l'ont pratiqué intensivement de mars à mai. Leur crainte d'être contaminés par le coronavirus sur le lieu de travail, ou dans les transports, a poussé dans le même sens que la volonté patronale.

Bien des salariés ont pu alors

en mesurer les avantages ou les inconvénients, si différents de l'un à l'autre, selon la durée et le coût du trajet, la qualité et la taille du logement, la nécessité ou pas de garder des enfants. Mais si les patrons y sont favorables, ce n'est certainement pas pour arranger les travailleurs, c'est parce qu'ils y voient un intérêt pour leurs affaires.

LE CONFINEMENT A IMPOSÉ UN TÉLÉTRAVAIL MASSIF

Comme l'ont alors constaté la plupart des nouveaux télétravailleurs, ils enchaînaient les heures de travail sans compter. Ce qui déterminait la durée du travail, ce n'était plus un nombre d'heures imposé, mais les tâches fixées par l'employeur ou l'encadrement, les délais qu'il jugeait bons pour les exécuter, et les résultats qu'il en attendait. Autant dire que, quand les syndicats revendiquent « le droit à la déconnexion », ils sont loin du compte, face à cette pression constante pour travailler plus, subie en télétravail.

Non seulement bien des télétravailleurs prolongeaient les journées, mais ils étaient souvent plus productifs. Une

employée de Free racontait que, loin de sa plate-forme téléphonique bruyante, elle n'avait plus de maux de tête, ce qui est évidemment appréciable. Mais elle ajoutait qu'en travaillant isolée à son domicile, elle traitait davantage d'appels dans la même plage horaire, et cela d'autant plus qu'elle n'avait plus avec ses voisins de plateau les petits échanges qui permettent de décompresser.

Certains employeurs ont aussi profité de l'aubaine du chômage partiel, payé par l'État, pour imposer des jours de télétravail sans avoir à les rémunérer. D'autres ont imposé une moitié de la semaine en télétravail, le reste étant pris en jours de congé ou RTT, sachant que pour terminer la tâche exigée, il fallait intensifier le travail et faire en trois jours celui de cinq.

RÉDUIRE LES COÛTS POUR ACCROÎTRE LES PROFITS

Un autre aspect dans la généralisation du télétravail, c'est la réduction des coûts. Pour Xavier Chéreau, le directeur des ressources humaines du groupe automobile PSA, il y aurait même une « opportunité à saisir ». Anticipant sur l'avenir

et s'appuyant sur l'expérience du confinement, il a proposé que tous les salariés du groupe travaillant sur un ordinateur passent à trois jours et demi, voire quatre jours, de télétravail par semaine. Cette nouvelle organisation du travail promet d'être une bonne affaire pour les actionnaires, car elle va permettre des économies importantes sur le foncier et l'entretien d'immeubles de bureaux.

La volonté d'économiser sur le prix du mètre carré n'est pas nouvelle. La flambée des prix de l'immobilier à Paris avait déjà poussé bon nombre de banques ou de compagnies d'assurances à déménager régulièrement leur siège et leurs bureaux en fonction des prix du foncier, imposant du même coup des trajets à rallonge à leurs employés. Le groupe PSA lui-même n'y avait pas échappé, quittant en 2017 son siège historique mais coûteux de l'avenue de la Grande Armée, dans le 16^e arrondissement de Paris, pour s'installer à Rueil-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine.

À peine deux ans plus tard, en 2019, le PDG Carlos Tavares annonçait la réduction de 14% de la surface de l'entreprise, et prévoyait de se débarrasser de son nouveau siège social. Les 750 employés et cadres

devaient être encore une fois transférés vers d'autres locaux, sur les sites de Poissy et Vélizy, dans les Yvelines, pour permettre au groupe d'économiser dix millions d'euros par an. Nombre d'entre eux étant déjà en télétravail un jour par semaine, il n'était plus nécessaire d'attribuer à chacun un bureau personnel, puisqu'ils les occupaient à tour de rôle.

Mais aujourd'hui, PSA vise des économies à une tout autre échelle. Pendant le confinement, le télétravail est passé de 18000 à 38000 salariés sur l'ensemble du groupe mondial, et il pourrait concerner 80000 employés à l'avenir. En l'étendant à presque toute la semaine, et à tous les postes où le télétravail est possible, le groupe automobile supprimerait non seulement des milliers de bureaux, qu'il faut nettoyer, chauffer ou climatiser, mais aussi tous les frais engendrés par la restauration collective ou la participation aux transports.

Au-delà du discours sur la modernité, il s'agit bien de réduire les coûts de production. Quant à la réduction de l'empreinte écologique, dont se targue le groupe, elle est tout sauf certaine. Certes, les transports devraient diminuer avec l'extension du télétravail, mais l'éclairage ou le chauffage

consomment plus d'énergie en étant individualisés au niveau des foyers qu'en étant collectifs. Et la facture, qui promet d'être salée, sera payée par les télétravailleurs.

Les entreprises du numérique, les Facebook, Twitter ou Google, ont déjà annoncé la poursuite du télétravail après l'épidémie. Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, affiche sa volonté d'augmenter ses profits en économisant non seulement sur les infrastructures, mais aussi sur les salaires. Car, pour faire venir ses employés dans la Silicon Valley, où l'immobilier est hors de prix, il les incitait financièrement avec des salaires plus élevés. S'ils peuvent quitter cette zone pour s'installer dans des régions moins chères, leur salaire pourra être diminué en conséquence.

UN RETOUR À L'ENFANCE DU CAPITALISME ?

Les formes de travail à domicile existaient avant même le développement des usines, lorsque des femmes ou des hommes filaient et tissaient chez eux. Si la couturière penchée sur sa machine à coudre a laissé la place à la travailleuse du clic, enchaînée à son ordinateur, elles ont en commun d'être mal rémunérées, souvent à la pièce ou à la tâche, ce qui oblige à de longues heures de travail pour s'assurer un revenu minimum.

Cette forme de travail peu qualifié et précaire, qui existe toujours, semble bien loin du télétravail actuel. Car en se développant à l'époque d'Internet et des ordinateurs accessibles à tous, il a bénéficié de l'existence d'une réglementation, issue des luttes du passé, qui impose des horaires, un salaire minimum, une indemnité en cas d'accident ou de perte d'emploi.

Un accord-cadre européen de



Nombre de salariés supportent mal de travailler dans un open space bruyant.

2002, décliné dans la loi française en 2005, a établi l'égalité de traitement entre le télétravailleur et le travailleur, ainsi que le caractère volontaire et réversible du télétravail. Des accords d'entreprise se sont alors multipliés dans les services, ou dans les centres de recherche des grandes industries, avec des conditions pour y encourager le volontariat, comme le bureau et le matériel informatique fournis pour équiper sa maison, ou la prise en charge des frais d'électricité et de connexion Internet.

Mais depuis quinze ans, le télétravail a subi le même détricotage que le Code du travail. Des lois successives ont facilité la remise en cause de l'horaire hebdomadaire de travail, l'employeur étant libre de «réguler la charge de travail». Pour finir, en 2017, les ordonnances Macron de réforme du Code du travail ont permis de remplacer l'accord collectif par un accord de gré à gré, comme si le salarié était sur un pied d'égalité avec son employeur, et de supprimer la prise en charge par l'employeur des coûts générés par le télétravail.

DES CONDITIONS DE TÉLÉTRAVAIL DÉGRADÉES, ÉTENDUES PENDANT LE CONFINEMENT

Par le passé, le groupe bancaire LCL avait réservé le télétravail aux plus de 50 ans, avec l'accord du chef. En décembre 2019, un nouvel accord l'étendait à tous ceux qui le souhaitaient, et ils étaient nombreux à cause des transports longs et coûteux, ou du bruit des open spaces. Mais le confinement imposant le télétravail sur une longue durée a révélé bien d'autres inconvénients, comme les réunions en visioconférence du chef, qui durent d'autant plus longtemps qu'on peut moins exercer de pression collective.

Dans le groupe d'assurances Axa, l'extension du télétravail au cours des dernières années a déjà permis de supprimer des bureaux, et il ne reste que sept postes de travail pour dix salariés. Du coup, les derniers arrivés n'ont de place assise que sur les fauteuils du couloir, ou le canapé de l'entrée. La direction parle d'«agile work» (souplesse au travail), chaque employé ne devant plus se sentir attaché à un poste de travail, mais devant être prêt à changer de place ou d'équipe, au gré des missions. Derrière le nouveau vocable, c'est la vieille idée du salarié flexible, adaptable en permanence. Mais cette individualisation du travail le rend aussi plus accessible au télétravail.

D'ailleurs, depuis 2019, 60% de l'effectif d'Axa est en télétravail. Et la direction a pu en négocier les conditions, en supprimant certains avantages, comme la prise en charge du matériel et du forfait Internet, la possibilité de prendre deux jours accolés ou d'accoler un jour au week-end, ainsi que les quelques améliorations obtenues en dix ans par les CHSCT.

Chez Orange, un accord datant de 2013 permettait le travail à distance, soit de son domicile, soit de l'agence Orange la plus près de chez soi. Praticqué occasionnellement, c'était apprécié pour garder un enfant malade, surmonter un problème de transports, ou attendre une livraison. Et lorsque le télétravail était régulier, il s'accompagnait d'une prime. Avec son extension à tous pendant le confinement, à l'exception de la maintenance, la prime a fondu.

Même dans un secteur comme l'automobile, le télétravail était déjà répandu pour certains postes compatibles. À PSA, un accord existe depuis 2017, mais si 51% des salariés sur ordinateur pratiquaient le télétravail un jour par semaine, ils n'étaient plus que 7% à le

faire sur trois jours. À la suite de l'annonce en mai 2020 d'en faire la nouvelle norme de travail à PSA, la CFDT a réalisé une enquête sur l'ensemble des sites du groupe. Et ce sont les salariés qui effectuent déjà le plus de télétravail, ceux du centre d'essais de Belchamp à Sochaux et du centre de Poissy, qui sont le plus opposés, à plus de 60%, à sa généralisation massive.

Ainsi, les salariés qui étaient volontaires, tant qu'il s'agissait d'un jour ou deux par semaine, pourraient changer d'avis lorsque le télétravail deviendra le lot quotidien et qu'ils souffriront de l'isolement, de troubles musculo-squelettiques ou de maladies liées à une trop grande sédentarité. Car non seulement travailler toute la semaine à domicile isole du collectif, mais les contraintes de la vie quotidienne pèsent davantage.

UN TÉLÉTRAVAIL QUI PÈSE DAVANTAGE SUR LES JEUNES ET SUR LES FEMMES

Vivant souvent dans un petit logement, ou en colocation, les jeunes sont moins bien installés chez eux pour télétravailler, alternant entre la table à manger et le canapé. Plus récents dans l'entreprise, ils n'ont souvent pas eu le temps d'y apprendre des plus anciens et de développer des liens de travail ou amicaux. «*Au début, je restais bloqué très longtemps. Je n'osais pas poser une question basique. On hésite davantage quand on doit envoyer un message plutôt que souffler le sujet au collègue d'à côté*», témoignait un jeune ingénieur des télécommunications.

À ce sentiment de ne pas bénéficier de l'expérience collective, s'ajoute le manque d'échanges avec les collègues. Car c'est à leur contact qu'un jeune salarié mesure qu'il s'investit trop, subissant d'autant plus les pressions de son chef



qu'il doit faire ses preuves, et n'osant pas refuser quand il est sollicité chez lui le dimanche ou le soir. Regarder faire ses collègues contribue aussi à rattraper les erreurs qui attendent tout débutant. Lorsqu'on est seul, on n'a plus ni soupape, ni garde-fou. Il n'est pas étonnant que 81% des 25-30 ans sondés après le confinement souhaitaient retourner sur site.

Bien des femmes également ont mal vécu cette période. Jonglant entre le télétravail, les devoirs des enfants et les tâches ménagères, beaucoup se sont senties débordées, voire surmenées. Alors que la moitié des hommes en télétravail disposaient d'une pièce leur servant de bureau, une femme sur quatre seulement a pu en bénéficier. Partageant son espace de travail avec les enfants, elle devait aussi partager son temps pour faire l'école à la maison, tout en continuant d'assurer l'essentiel de l'intendance domestique. Comme le disait l'une d'elles : « *C'est simplement un quotidien amplifié à l'extrême!* ».

Pendant le confinement, les repas pris habituellement à la cantine scolaire ou au restaurant d'entreprise ont dû être préparés à la maison. Le moindre temps libre, entre deux appels ou avant une réu-

nion, était dédié à la famille. Une jeune mère considérait que les trois mois de travail confiné pénaliseraient autant sa carrière que son congé maternité. D'après la récente enquête de l'Institut national d'études démographiques (Ined), « *la pandémie et la crise économique qu'elle a engendrée accentuent les écarts avec les hommes, après un demi-siècle de réduction des inégalités entre les sexes* ».

DU STATUT DE SALARIÉ À CELUI D'AUTOENTREPRENEUR

Mais tous ces changements, plus ou moins bien vécus selon la situation de chacun, ne doivent pas masquer une évolution plus générale, qui va dans le même sens que l'auto-entreprenariat, où un contrat de type commercial se substitue au contrat de travail.

Ainsi un informaticien à son compte peut vendre le produit de son télétravail à une entreprise. Mais lorsque le patron va choisir d'utiliser les services d'un autre, il n'aura plus de revenus. Le ressort fondamental de l'exploitation est toujours le même : celui qui possède les capitaux décide du sort de ceux qui exécutent le travail, ou qui sont condamnés à chômer.

Si la production elle-même résulte d'une activité collective, s'y rattache aussi une protection collective, qui a été forgée par la lutte de classe, par les combats menés par des générations de travailleurs contre la rapacité capitaliste. Cette protection collective a été bien entamée avec l'explosion de la précarité, la généralisation de l'intérim ou de la sous-traitance.

Mais la supprimer d'un trait, en remplaçant le contrat de travail, et les droits du salarié qui vont avec, par une relation purement commerciale, c'est une véritable escroquerie. C'est ce qu'ont compris des chauffeurs VTC, qui ont manifesté et se sont battus devant les tribunaux pour faire requalifier en contrat de travail leur lien avec la plateforme Uber. La cour de cassation leur a finalement donné raison en mars 2020, reconnaissant le lien de subordination imposé par Uber aux chauffeurs.

Car pour mettre en relation des travailleurs indépendants et des clients qui commandent un véhicule de transport, c'est bien Uber qui décide du tarif des courses, de leur attribution selon les performances des chauffeurs, et qui prélève une commission élevée. Si les chauffeurs n'ont pas de chef ou de patron sur le dos, ils doivent faire des horaires harassants pour gagner leur vie difficilement, tandis qu'en quelques années, Uber s'est hissée au rang d'une multinationale milliardaire, vivant du travail de millions d'exploités à travers le monde.

Même le groupe Monoprix a recruté des autoentrepreneurs pendant le confinement, afin de remplacer les employés absents pour garde d'enfants ou maladie. Comme les embauchés, ils tenaient les caisses du magasin, alimentaient les rayons, à ceci près qu'ils enchaînaient les missions et les heures. Et lorsque les missions se sont arrêtées au bout de deux mois,

leurs revenus ont fait de même, alors qu'ils devaient continuer à payer des charges comme autoentrepreneurs.

LES PATRONS AVANCENT LEURS EXIGENCES, AUX TRAVAILLEURS DE DÉFENDRE LES LEURS

Avec la crise, l'exploitation s'aggrave, et le fond du problème, c'est de lutter contre l'exploitation elle-même, quelles que soient les formes qu'elle prend. Si le capitalisme en crise contribue à émietter le monde du travail, tant que l'exploitation perdurera, elle fera surgir des résistances multiples, des grèves, et des militants pour la combattre.

Par le passé, la concentration des ouvriers dans de grandes entreprises a pu faciliter le développement des organisations ouvrières, de la conscience de classe, des idées socialistes et communistes. Mais il y a eu aussi les grandes luttes des canuts de Lyon, ces travailleurs à domicile qui s'insurgèrent non seulement contre la baisse du tarif des pièces de soie qu'ils tissaient jour et nuit, mais aussi contre le pouvoir au service des fabricants qui les exploitaient.

Ces dernières années, des grèves déterminées ont marqué l'actualité, qu'elles soient menées par les femmes de ménage de grands hôtels, les aides-soignantes de maisons de retraite, ou encore par les chauffeurs Uber et les coursiers de Deliveroo. Être précarisés, dispersés dans de petites équipes, ou même individualisés comme les travailleurs à leur compte, cela présente bien des difficultés pour s'organiser et revendiquer, mais ils ont su le faire. La rage de se battre contre des



MUSÉES GADAGNE

Un atelier de canuts lyonnais au 19^e siècle. On y tissait la soie. Ces ouvriers à domicile s'insurgèrent en 1831 et 1834.

conditions de travail indignes leur a donné l'énergie de tenir, et ils y ont gagné la solidarité d'autres travailleurs.

Aujourd'hui, le statut de salarié, comme le Code du travail, sont toujours plus attaqués, et ils ne protégeront les travailleurs ni du chômage, ni de la baisse de leur revenu. Dans cette catastrophe sociale, la bourgeoisie avance ses exigences, imposant que les ressources de l'État servent exclusivement ses intérêts. En précarisant toujours davantage, comme en facilitant le télétravail ou l'autoentrepreneuriat, les capitalistes pour-

suivent le démantèlement de la condition du salariat et de la protection collective.

Mais les obstacles liés au morcellement du monde du travail ne sont pas insurmontables. Ce qui comptera pour l'avenir, c'est la conscience du fait qu'au-delà de leurs différences de situations et de statuts, tous les exploités ont des intérêts communs. La conscience qu'ils devront se battre collectivement pour arracher le droit à vivre décemment de leur travail, et au-delà, pour débarrasser la société de toutes les formes d'exploitation.

6 septembre 2020



RADIO FRANCE

Les coursiers de Deliveroo en grève contre la diminution de 4,5 à 3 euros du tarif minimum de la course, le 10 août 2019 à Bordeaux.



L'Arctique, enjeu de rivalités entre grandes puissances

La région arctique, qui entoure le pôle Nord, semblait à l'écart des conflits qui secouent la planète. Elle est maintenant sous les feux de l'actualité en raison de catastrophes écologiques, et des rivalités entre grandes puissances, aiguës par l'aggravation de la crise économique.

Début juin, 23 000 tonnes de gazole se sont échappées d'un réservoir d'une centrale thermique de Norilsk, une ville de l'Arctique sibérien. Une nappe rouge d'hydrocarbures a recouvert la rivière voisine jusqu'à la mer, comme l'ont montré des images satellites. Au manque d'entretien des infrastructures, datant parfois de l'ère soviétique, s'est ajouté un processus lié au réchauffement climatique : les infrastructures vétustes et corrodées reposaient sur un sol jusqu'à présent gelé de façon permanente, le pergélisol. Elles furent déstabilisées quand la hausse des températures fit fondre la couche superficielle du sol.

Le 20 juin 2020, la température a battu un record historique en atteignant 38 °C à Verkhoyansk en Sibérie, au-delà du cercle polaire. L'amplitude des températures y est toujours très importante, de -57 °C à +30°C, mais ce nouveau record s'inscrit dans le cadre du réchauffement climatique, qui explique aussi la récurrence des gigantesques incendies qui ravagent la Sibérie, comme en 2019.

La région arctique est en plein bouleversement. Le réchauffement climatique y est

deux fois plus rapide que sur le reste du globe. Les hivers sont de moins en moins englacés. La superficie et l'épaisseur de la banquise diminuent chaque année. D'après certaines études, elle pourrait disparaître d'ici vingt ans. Cela ne va pas sans conséquences.

D'une part, la fonte de la banquise modifie le régime des courants marins.

D'autre part, ce phénomène de fonte, causé par le réchauffement global de la planète, a pour effet d'accélérer ce réchauffement. En effet, la banquise limite le réchauffement du climat mondial du fait qu'elle réfléchit les rayons solaires vers l'espace, tandis que l'océan les absorbe davantage et les convertit en énergie thermique.

De nombreux reportages grand public sur les conséquences écologiques du réchauffement évoquent aussi la manne qu'il pourrait fournir à un certain nombre de grandes sociétés capitalistes.

La fonte des glaces rend en effet navigable une voie maritime dite du Nord-Est, qui longe la Russie et relie la Norvège à la Chine et au Japon via le détroit de Béring. Partiellement libérée des glaces, elle reste

dangereuse mais représente un gain de temps de trois semaines par rapport aux parcours contournant l'Eurasie par le sud. D'où une importante économie, notamment pour les sociétés de transport maritime, les affréteurs et les sociétés gazières et pétrolières. Quelques navires pétroliers ont déjà effectué ce trajet cette année. Par ailleurs les hydrocarbures, les minerais, dont les terres rares, et d'autres richesses des mers et territoires de l'Arctique deviennent aussi accessibles, les sciences et techniques qui permettent leur exploitation ayant beaucoup progressé. Les grandes sociétés de pêche et de transformation du poisson lorgnent aussi les ressources de la région boréale dont les eaux, réchauffement aidant, attirent des bancs de poissons.

Ces multiples richesses et nouvelles voies navigables potentielles attisent la convoitise des pays riverains : les États-Unis avec l'Alaska, le Canada, le Danemark avec le Groenland, la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande et la Russie. Cette dernière est non seulement, par l'étendue de son littoral septentrional, la plus grande nation arctique, mais aussi celle qui a le plus déve-

loppé ses infrastructures dans la région. Les perspectives de profit, réelles ou en partie fantasmées, que généreraient des terres et des mers libérées des glaces avivent les rivalités entre pays riverains. À qui appartiennent les fonds de l'océan Arctique? Quels détroits resteront ouverts au passage des navires commerciaux, touristiques ou militaires? Les États-Unis et les trusts qui leur sont liés sont attentifs aux espaces qui s'ouvrent et ne tiennent pas à y voir s'installer des rivaux. Les pays impérialistes européens et des pays d'Asie, la Chine au premier chef, espèrent eux aussi se tailler une part du gâteau.

CONVOITISES ET RAPPORT DE FORCE

Lorsque les grandes puissances se partagèrent le monde, la région arctique fut en partie

protégée par les conditions extrêmes de vie qui y régnaient et rendaient son exploitation et sa colonisation difficiles. Cependant, dès le 16^e siècle, les baleiniers ont sillonné les mers du Grand Nord. Les puissances de l'époque se disputaient les îles de la mer de Barents, à la frontière entre la Russie et la Norvège, ce qui donna lieu à une première bataille en 1693. Des explorateurs, aventuriers et négociants, se mirent à la recherche d'une route au nord-est, navigable pendant les mois d'été, reliant la Norvège au Pacifique en longeant les côtes russes. À partir du 18^e siècle, les États occidentaux les plus développés économiquement et militairement y envoyèrent des expéditions scientifiques. Cette pratique se perpétue, mais ces bases ne sont pas à vocation uniquement scientifique: elles servent de points d'appui à la politique de ces États et bien souvent de leurs trusts.

La volonté de ces États d'être représentés au sein du Conseil de gouvernance de l'Arctique, créé en 1996 à l'initiative de la Russie, traduit l'intérêt économique et stratégique qu'ils portent à l'avenir de l'exploitation de l'Arctique.

Ce conseil se veut un forum de coopération, dont les déclarations n'ont pas de caractère contraignant. Limité au départ aux États-Unis (avec l'Alaska), Canada, Danemark, Norvège, Russie, Islande, Suède et Finlande et aux représentants de certains peuples autochtones, il s'est élargi dans les années 2000 bien au-delà du cercle de ces États riverains. Ainsi, huit États européens, dont la France, ont obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique. L'Union européenne souhaitait s'y engager, mais sa candidature fut repoussée du fait de certaines de ses positions, telle sa demande d'un moratoire de la pêche aux phoques. Elle a



L'Arctique s'étend entre le pôle Nord et le Cercle polaire et ses abords.

aujourd'hui un statut d'invité spécial permanent. En 2009, la France créa un poste d'ambassadeur chargé de la négociation internationale pour les pôles, qui fut un point de chute pour Michel Rocard, puis Ségolène Royal en 2017. En 2013, la Chine, la Corée du Sud, Singapour, l'Inde et le Japon obtinrent à leur tour le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique.

DES RESSOURCES NATURELLES DÉJÀ EXPLOITÉES

Certains pays de l'Arctique profitent déjà de l'exploitation des ressources du sous-sol et des mers. La Norvège doit son récent enrichissement à l'extraction de pétrole offshore depuis les années 1980, et elle occupe le deuxième rang mondial pour l'exportation du poisson et des produits de la mer. En Suède, la plus grande mine de fer se trouve à Kiruna. Son extension a été récemment contestée par la population autochtone du nord de la Scandinavie, les Samis. Ils se sont aussi opposés à l'exploitation d'une nouvelle mine de fer à Kallak.

Le Groenland, colonie de fait du Danemark, a été dès le 19^e siècle une terre d'exploitation de minerais. Jusqu'en 1987, on en tirait de la cryolite, utilisée pour la fabrication de l'aluminium, de certains verres et de productions militaires stratégiques. Des mines de plomb, de zinc, d'or ou d'argent y ont été exploitées. Dans un certain nombre de cas, l'extraction s'est arrêtée dans un passé récent, les sociétés qui s'y étaient engagées laissant sur place leurs installations à l'abandon.

En Alaska, les gisements de pétrole furent mis en exploitation en 1977, et les hydrocarbures constituent la plus grande part des ressources de cet État américain, une région immense que la Russie



L'oléoduc trans-Alaska a été construit à la fin des années 1970. Long de plus de 1 000 km, il transporte le pétrole des champs pétrolifères du Nord jusqu'à la côte Sud, à Valdez, port libre de glace toute l'année.

avait vendue aux États-Unis au 19^e siècle. Au Canada, la prospection du pétrole a commencé dans la province du Yukon malgré les protestations de la population locale. Les mines de ce pays occupaient la troisième place pour la production de diamant en 2017.

La Russie est cependant le pays le plus engagé dans le développement de ses territoires situés au-delà du cercle polaire, et depuis longtemps.

LES DÉBUTS DU DÉVELOPPEMENT DE L'ARCTIQUE SIBÉRIEN

Du temps des tsars, l'exploration de ce vaste territoire attirait des aventuriers qui cherchaient à faire fortune en vendant des fourrures et des peaux de phoques. Avant la révolution russe, la Sibérie, un immense territoire de colonisation assez récente (17^e et 18^e siècles), peuplé de nomades, chasseurs de phoques ou éleveurs de rennes, était devenue au 19^e siècle une prison à ciel ouvert, réservée à tous ceux qui contestaient l'autocratie. La Première Guerre mondiale poussa le pouvoir à construire des ports sur sa façade arctique.

Après la révolution russe, le pouvoir soviétique une fois stabilisé chercha à développer ces vastes territoires semi-désertiques, riches en minerais et stratégiques d'un point de vue militaire. Mais bien vite, le pouvoir fut confisqué par une bureaucratie parasitaire. La démocratie ouvrière laissant place à la dictature du chef de la bureaucratie, Staline, le développement de la Sibérie et du Grand Nord soviétique furent alors marqués par une extrême violence policière et les incohérences bureaucratiques.

À la fin des années 1920, la collectivisation forcée décrétée par Staline donna les moyens humains à l'exploitation de ces zones. Pour leur opposition réelle ou supposée au régime, des millions de paysans et leurs familles furent déportés en Sibérie où ils durent, quand ils survivaient, tenter de mettre en valeur ces terres quasiment vierges et désolées. Les paysans tout comme les déportés politiques, trotskystes, socialistes ou anarchistes, durent travailler dans des mines, telle celle qui appartient aujourd'hui à la société Norilsk Nickel, ou à la fondation de la ville de Norilsk en 1935. Des centaines de milliers de déportés furent employés à la construction de

lignes de chemin de fer servant au transport des minerais, et au creusement de la route maritime, le canal de la mer Blanche, reliant l'océan Arctique aux voies navigables de la Russie d'Europe du Nord. Les infrastructures restèrent cependant embryonnaires, voire inexploitées, et parfois inexploitable du fait de l'incurie et de la gabegie du pouvoir. Après la Deuxième Guerre mondiale, le développement du Grand Nord et de la Sibérie connut une accélération.

DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE À LA GUERRE FROIDE

Le Grand Nord fut une zone de combat car, à partir de juin 1941, date de l'invasion de la Russie par les armées d'Hitler, il fut une voie d'approvisionnement de l'URSS par ses nouveaux alliés américains et anglais. Dès l'été 1941, les forces armées allemandes lancèrent des attaques le long des voies d'accès à Mourmansk, port soviétique le plus proche du cap Nord en Norvège, et le seul qui n'est jamais bloqué par les glaces. Un front de plus de 1 000 km s'étendit alors de la mer de Barents jusqu'à Leningrad. Les troupes allemandes occupaient le nord de la Norvège et en particulier la zone de Kirkenes, à la frontière soviétique, où étaient produits du nickel et du fer indispensables à l'Allemagne. Dans la zone du cercle polaire, le Groenland et l'Islande servaient aux États-Unis de bases militaires contre l'Allemagne.

À l'issue du conflit mondial, les tensions entre les États-Unis et l'URSS, État issu d'une révolution ouvrière que l'impérialisme n'avait pas réussi à abattre, débouchèrent sur ce qu'on a appelé la guerre froide. Le cercle polaire se trouva hé-



Un éleveur de rennes sami avec des pilotes britanniques, en URSS en juin 1942. Depuis la bataille de Narvik au printemps 1940, les Samis ont joué un rôle de guides pour les réfugiés et les soldats alliés.

rissé de bases militaires soviétiques tandis que les États-Unis et leurs alliés de l'Otan en construisaient un peu partout sur la planète, pour contenir le communisme, disaient-ils.

Parallèlement, en URSS, la politique de terreur reprit en intensité. La bureaucratie ne voulait pas laisser croire qu'ayant vaincu le nazisme la population pouvait espérer une atténuation de la dictature. La répression fournit une innombrable main-d'œuvre servile affectée à la reconstruction du pays. Ces projets gigantesques furent aussi une tentative d'industrialiser les territoires les plus au nord de l'URSS. L'appareil stalinien y trouvait son compte, consolidé qu'il était en terrorisant la population, et sa police politique justifiait ainsi sa place et ses privilèges. Mais comme le chef de cette police politique, Beria, allait le constater en 1953, les camps étaient économiquement plus coûteux qu'efficaces.

Après la mort de Staline, la prospection et l'exploitation pétrolière et gazière, nouvel objectif, furent dévolues à des travailleurs libres que le pouvoir tentait, par des avantages salariaux et autres, d'attacher à une vie très difficile dans le Grand Nord et en Sibérie.

L'URSS, DÉPENDANTE DE SES RESSOURCES EN PÉTROLE ET GAZ

Au cours des années 1950, des milliers de géologues furent envoyés prospecter la Sibérie. Pendant la décennie suivante, commença l'exploitation de 250 puits de pétrole et de plus d'une centaine de poches de gaz. Des oléoducs et gazoducs toujours plus nombreux furent construits, malgré des difficultés techniques, les pipelines devant parcourir des milliers de kilomètres parfois dans des marécages. En vingt-cinq ans, seize villes surgirent près du cercle polaire.

Pour surmonter son isolement partiel du reste du monde et donc de la division mondiale du travail, l'URSS chercha à collaborer avec des sociétés occidentales plus avancées sur le plan technologique et prêtes à investir. Les deux chocs pétroliers des années 1970 facilitèrent le renforcement des liens entre les pays d'Europe occidentale et l'URSS. L'exportation, hors bloc de l'Est, de gaz et de pétrole soviétiques fut multipliée par quinze dans les années qui suivirent. Les ressources provenant de l'or noir prirent une place de plus en plus importante dans le budget de l'URSS, contrainte de se

maintenir dans la course aux armements face à l'impérialisme et dont le parasitisme de sa couche privilégiée et dirigeante, la bureaucratie, entravait de plus en plus l'économie. Sur fond de demande croissante d'hydrocarbures de l'Occident, le Kremlin chercha à développer la production.

APRÈS L'ÉCLATEMENT DE L'URSS, LA RECHERCHE DE NOUVEAUX GISEMENTS

Ruinée et affaiblie par la guerre en Afghanistan et la sclérose du système bureaucratique, l'URSS de Gorbatchev partit à la dérive pour finalement éclater en 1991. La population plongea dans la misère et l'économie soviétique fut dépecée par la bureaucratie. Dans le Grand Nord et la Sibérie, les infrastructures tombèrent à l'abandon ou furent accaparées par quelques bureaucrates et aventuriers liés au pouvoir, alors que les populations nomades perdaient les avantages de l'ère soviétique telles l'instruction et la médecine gratuites. Comme partout en ex-URSS, la prédation par une minorité d'oligarques, les magnats de la bureaucratie, rendit encore plus problématique la mise en place de plans d'investissements.

Donnant un coup d'arrêt à ce déclin fulgurant, à partir des années 2000, Poutine imposa, d'une main de fer, de nouvelles règles du jeu aux bureaucrates. La militarisation de la Sibérie arctique reprit, ainsi que la prospection, alors que s'épuisaient les gisements d'hydrocarbures déjà exploités dans le pays. Dmitri Medvedev, ancien PDG du géant gazier étatique Gazprom, qui fut Premier ministre de Vladimir Poutine, déclarait en 2008 : « Notre tâche la plus importante est la transformation de l'Arctique en base de ressources de la Russie du 21^e siècle. » L'État,

par la loi, a réservé les licences d'extraction du pétrole et du gaz aux entreprises au moins à 50 % étatiques. Ainsi, seuls les deux géants Gazprom et Rosneft peuvent obtenir ces licences, même si, ne possédant pas la technologie nécessaire, ils doivent trouver des partenaires occidentaux. En 2013, le taux d'impôts sur l'extraction en Arctique a été ramené de 30 % à 5 % pour attirer les investissements et favoriser les grands groupes pétroliers russes.

Ainsi en 2011, la plateforme Pirazlomnaïa fut édifée en mer de Petchora, en zone polaire. En octobre 2014, le premier navire pétrolier embarquait 70 000 tonnes de brut malgré les protestations d'ONG défendant l'environnement. Les moyens techniques furent apportés dans un premier temps par une collaboration avec BP puis Exxon Mobil, dont un des pétroliers, l'Exxon Valdez, s'était échoué en 1989 en Alaska, provoquant une gigantesque marée noire. En 2014, un autre champ pétrolier fut découvert plus à l'est, en mer de Kara, là encore avec la participation d'Exxon Mobil et de Rosneft.

La société publique russe Rosatom a construit des brise-glace nucléaires, dont le plus performant peut se frayer un chemin dans des épaisseurs de glace de trois mètres. La Russie est de loin le pays arctique qui possède le plus de brise-glace, qui lui servent à ouvrir une voie à ses navires.

L'exploitation des ressources en Arctique, éloignées de tout, impose la construction de nouvelles bases logistiques et militaires pour permettre la navigation, protéger et sécuriser les installations. Pour alimenter ces bases et ces villes en électricité, une filiale de Rosatom construit des réacteurs nucléaires flottants, c'est-à-dire placés sur des navires, dont le premier a

été inauguré en mai 2020. La fonte du pergélisol accroît en effet le risque d'accident avec des centrales construites sur ce qui n'est plus vraiment la terre ferme comme en Tchoukotka, à l'extrémité orientale de la Russie près du détroit de Béring. Ces prouesses, assorties de risques guère maîtrisables, restent de fait un peu isolées. Après 2010, la ruée vers l'Arctique a subi un coup de frein. En 2012, Total a renoncé aux forages pétroliers maritimes en Arctique, et Shell s'est détourné de l'Alaska en 2015.

LES RIVALITÉS DES ÉTATS IMPÉRIALISTES ET DE LEURS MULTINATIONALES

À la faible rentabilité des projets ayant connu un début de réalisation, aux espoirs déçus de matières premières facilement exploitables, s'est ajoutée une raison de nature plus politique. Les États-Unis ont menacé de sanctionner les entreprises occidentales qui commerceraient avec les entreprises russes, au prétexte du conflit qui a éclaté en 2014 entre la Russie et l'Ukraine. Ces sanctions n'imposent pas l'arrêt des projets communs, mais elles visent à priver les sociétés russes de financement en dollars et d'accès aux dernières technologies souvent indispensables. La Russie s'est alors tournée vers l'Asie. La Chine, qui cherche à garantir ses sources de matières premières et à transporter ses marchandises plus facilement vers l'Europe, a fait le choix d'investir dans ces projets. La Corée du Sud et le Japon, dans une moindre mesure, ont les mêmes préoccupations.

Cette collaboration s'est illustrée par exemple sur le chantier de l'usine de gaz naturel liquéfié construite à Bovanenkovo dans la péninsule de Yamal. Cet investissement colossal, extrêmement complexe du fait des

obstacles propres à l'Arctique, comprend l'extraction, la liquéfaction et le transport du gaz. Il inclut la transformation du port de Sabetta et d'autres équipements. Il est mis en œuvre par un consortium comprenant Total (pour 20 % directement et 16 % au travers de sa participation à l'entreprise russe Novatek), la Chinese National Petroleum Company et un fonds chinois, Silk Road Fund, pour 30 %. Total a pu maintenir sa présence en trouvant de nouveaux investisseurs, non américains, pour financer sa participation. Une partie de l'usine a été construite dans des chantiers navals chinois, indonésiens ou malaisiens. Des super-méthaniers brise-glace ont été construits par Daewoo et achetés entre autres par la compagnie maritime commerciale russe Sovcomflot.

Du fait de la collaboration de la Russie avec certains pays asiatiques, la part de gaz russe destinée aux marchés asiatiques a atteint 54 %.

UNE COURSE À L'APPROPRIATION

D'autres États, européens, sont prêts à investir. L'État norvégien s'engage ainsi dans le projet russe de passage du Nord-Est. Le port de Kirkenes en Norvège vient de signer un accord avec une compagnie de services chinoise, spécialisée dans le pétrole. L'Islande, elle, a conclu des accords avec la Chine tandis que cette dernière négocie avec le Groenland.

En réaction, Trump a tout simplement proposé de racheter le Groenland en août 2019 ! Plus récemment, il a annoncé une aide de 11 millions de dollars à ce qui reste une province du Danemark, dans le but d'inciter le Groenland à refuser les capitaux chinois. Pour provocante qu'elle paraisse, l'attitude



Le Christophe de Margerie, un des premiers méthaniers brise-glace, baptisé en 2017 du nom de l'ancien PDG de Total, décédé dans un accident d'avion à Moscou.

De Margerie était très lié aux oligarques russes du secteur de l'énergie.

des États-Unis n'est pas différente de celle des autres États frontaliers de l'Arctique, qui veillent à garder un œil sinon la main sur les richesses qu'ils pourraient exploiter dans un avenir proche.

Les expéditions scientifiques ont en partie pour rôle de définir à qui appartiennent naturellement sinon juridiquement ces mêmes richesses. Les Zones d'exclusivité économique (ZEE) déterminent à qui appartiennent les richesses sous-marines en fonction des limites du plateau continental, tout au moins en théorie. En 2007, un bathyscaphe russe a même symboliquement planté un drapeau russe en titane à la verticale du pôle Nord, par 4200 m de profondeur, sur des fonds sous-marins que ses relevés permettent à la Russie de revendiquer comme une extension de sa ZEE au détriment du Canada. De même, des conflits opposent les États-Unis au Canada quant à la définition des ZEE, en particulier en mer de Beaufort, à la frontière des deux États au nord-ouest du continent américain, où sont situés des gisements de pétrole. Le Danemark a, lui, planté son drapeau sur la petite île de Hans, inhabitée et équidistante de Qaanaaq (anciennement Thulé,

au Groenland) et du Nunavut, au Canada, étendant ainsi son territoire. Pour l'heure, ces oppositions se règlent administrativement – ou pas –, devant les instances de gouvernance de l'Arctique, encore reconnues de tous.

UN TOUT PETIT OBSTACLE

L'Arctique a une densité de population très faible, et le mode de vie de certains des peuples qui y vivent est bien peu compatible avec le développement des mines et autres exploitations.

Dans les années 1960, certains pays de l'Arctique furent confrontés à des mobilisations des peuples autochtones, qui ont parfois réussi à ralentir l'exploitation capitaliste de ces zones. Le Canada dut arrêter sa politique d'assimilation forcée (poursuivie jusqu'en 1996) et accorder aux Inuits des droits sur leurs terres et leurs richesses. Le Danemark a concédé une certaine autonomie au Groenland en 1979, renforcée en 2009, et les populations autochtones y ont obtenu un droit de regard sur l'exploitation de leurs sols, sous-sols et mers. Il en va de même en Alaska et dans les pays d'Europe du Nord.

Cependant, dans tous les pays capitalistes, les populations du Grand Nord ont été intégrées en position de colonisées puis de citoyennes de seconde zone, et en tout cas sans retour en arrière possible. Ces populations se retrouvent confrontées au chômage, aux ravages de l'alcoolisme, au manque d'infrastructures en tout genre. Dans l'espoir de se développer, de sortir de la misère, certaines ont choisi d'ouvrir l'exploitation des ressources de leurs territoires. Ainsi le Groenland autonome, après avoir résisté un temps à l'exploitation de ses richesses minières, dont l'uranium par une décision de 1988, a finalement accepté l'ouverture d'une mine en 2016. Mais son exploitation fut repoussée par le trust français Areva, au vu de la difficulté à prévoir l'évolution de la demande mondiale d'uranium et donc les profits.

La domination coloniale directe, combattue par la population, a pris fin, mais aujourd'hui ce sont les rapports capitalistes au sein du marché mondial qui contraignent la population à accepter ce qu'elle avait combattu.

Les peuples du Grand Nord russe ont connu une autre histoire. La révolution russe tenta de les intégrer au système soviétique et de les arracher à leur arriération multiforme.

Même si cette politique fut dévoyée par le stalinisme, ces peuples eurent accès, malgré la dégénérescence bureaucratique, à l'éducation, à un certain nombre d'infrastructures et à une ouverture sociale à la vie moderne. Leur activité économique, leur mode de vie et leur environnement furent en même temps bouleversés sans ménagement, un temps par le goulag, et jusqu'à maintenant par l'exploitation des hydrocarbures et des mines.

La course à l'accaparement des richesses de l'Arctique reste encore limitée dans les faits. Elle a repris et s'est intensifiée depuis une vingtaine d'années mais son acuité fluctue en fonction du prix des ressources sur le marché mondial, et plus fondamentalement de l'évolution de l'économie mondiale, et donc de la crise. La course à la recherche d'hydrocarbures et de minerais s'est ainsi emballée lorsque les prix étaient au plus fort, pour retomber avec la baisse des prix, fragilisant la rentabilité des investissements. L'intérêt que la Chine porte aux sources de matières premières en Arctique ravive la rivalité commerciale qui l'oppose aux États-Unis. Parallèlement, des rivalités y opposent aussi les États-Unis, le Canada et la Russie comme sur d'autres terrains. La crise actuelle peut

modifier les ambitions des différents États frontaliers et des puissances qui s'intéressent de près à l'Arctique. La chute du prix du pétrole et la contraction de la demande liée à la crise de l'économie peuvent conduire à l'abandon de certains gisements que lorgnent des États et des groupes capitalistes. Le capitalisme n'admet que des équilibres temporaires, précaires, ce que mettent en lumière les aléas de la politique des États et des investissements de leurs trusts.

Cependant, la concurrence entre les États impérialistes d'une part, et d'autre part entre eux tous et la Russie et la Chine, sur fond de volonté de contrôler les routes maritimes et les richesses potentielles de la région, porte en germe le risque de conflits dans l'Arctique. Ceux-ci seraient le prolongement de tensions et d'affrontements entre puissances rivales à l'échelle de toute la planète. La militarisation des différents protagonistes montre qu'ils s'y préparent, les États-Unis très loin en tête. Dans un monde dominé par l'impérialisme, confronté à l'aggravation de la crise, l'Arctique pourrait ainsi servir de prétexte à un affrontement qui ne se limiterait pas au cercle polaire.

11 août 2020

Le Parlement sami, à Karasjok, au nord de la Norvège, institué en 1997.



Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

Venezuela, Bolivie, Chili... L'Amérique latine dans la crise (n° 162, 10 janvier 2020)

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales (n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914
de Alain Lecaïre
Collection Éclairage n° 19
Prix public: 8,20 € TTC



Le grand flot
de Daniel Hénard
Prix public: 15 € TTC

Cours nouveau de Léon Trotsky
Prix public: 8 € TTC

Negroes with guns de Robert F. Williams

Dans l'atelier du monde d'Alan Grey

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de V. I. Lénine

Les Compagnons de la Charte, de G. Trease

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse: BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 http://www.the-spark.net



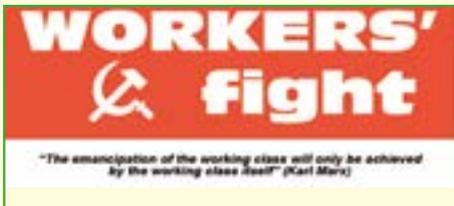
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



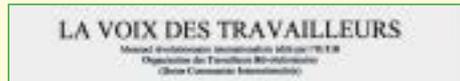
Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX http://www.sinifmucadelesi.net

